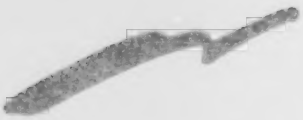
Les femmes SUR LE CHEMIN DU POUVOIR



Québec

88-05164/

Les femmes

SUR LE CHEMIN DU POUVOIR

BIBLIOTHÈQUE ADMINISTRATIVE
Ministère des Communications du Québec
Éléments de catalogage avant publication

Prévost, Nicole.

Les femmes sur le chemin du pouvoir / Nicole Prévost; collaboratrices: Reine Grenier, Micheline Boivin, Suzanne Fontaine. —— [Québec]: Conseil du statut de la femme, 1988.

XII, 99 p.: ill., graph.
ISBN: 2-551-08419-9
Bibliogr.: p.35-38

1. Femmes en politique 2. Femmes cadres 3. Femmes dans la fonction publique 4. Femmes dans les affaires I. Grenier, Reine II. Boivin, Micheline III. Fontaine, Suzanne IV. Québec (Province). Conseil du statut de la femme. Direction de la recherche et de l'analyse V. Titre.

ALL S7 P73

Les
PUBLICATIONS
DU QUÉBEC

Les femmes SUR LE CHEMIN DU POUVOIR

Nicole Prévost

collaboratrices:
Reine Grenier
Micheline Boivin
Suzanne Fontaine
Direction de la recherche
et de l'analyse

Québec

Le contenu de cette publication a été rédigé par le Conseil du statut de la femme.

Cette édition a été produite par
Les Publications du Québec
1279, boul. Charest Ouest
Québec (Québec)
G1N 4K7

Graphisme de la page couverture:
Sylvie Brodeur, Brodeur graphiste inc.

Nous remercions de leurs précieux commentaires:
Suzanne Messier, ministère de l'Éducation
Ginette Legault, ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science
Danielle Gagnon, Secrétariat à la condition féminine

Dépôt légal – 1er trimestre 1988
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISBN 2-551-08419-9
©Gouvernement du Québec

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

LISTE DES TABLEAUX..... VII

LISTE DES GRAPHIQUES..... XI

INTRODUCTION..... 1

CHAPITRE I LE POUVOIR POLITIQUE : ENCORE TRÈS PEU D'ÉLUES. 3

1.1 Ministres, députées ou mairesses : rares comme l'air en montagne..... 3

1.2 Conclusion..... 4

CHAPITRE II LA FONCTION PUBLIQUE QUÉBÉCOISE : LES FEMMES ENCORE PEU NOMBREUSES DANS LES HAUTES SPHÈRES ADMINISTRATIVES..... 5

2.1 Les emplois supérieurs de la fonction publique : encore peu féminisés..... 5

2.2 Les organismes et ministères à vocation économique : très peu de femmes dans les emplois supérieurs..... 6

2.3 Le domaine de la justice : faible apport des femmes..... 7

2.4 Les sociétés d'État : peu de femmes dans les conseils d'administration..... 8

2.5 Les organismes socio-communautaires : une représentation significative des femmes..... 9

2.6 Conclusion..... 10

CHAPITRE III LE SECTEUR DE L'ENSEIGNEMENT : LA LONGUE MARCHE VERS UN CERTAIN POUVOIR..... 11

3.1 L'enseignement préscolaire, primaire et secondaire : certains reculs sont enregistrés..... 11

3.2 L'enseignement collégial : la situation s'améliore lentement..... 13

3.3 L'enseignement universitaire : des progrès plus significatifs..... 14

3.4 Conclusion..... 16

CHAPITRE IV LE POUVOIR ÉCONOMIQUE : ENCORE SOUVENT CONJUGUÉ AU MASCULIN..... 19

4.1 L'entrepreneuriat féminin : une façon efficace pour les femmes d'accéder à un certain pouvoir économique..... 19

4.2 Les institutions financières : encore très peu ouvertes aux femmes..... 21

4.3 Les syndicats : les hautes sphères peu féminisées..... 22

4.4 Conclusion..... 23

CHAPITRE V CONCLUSION GÉNÉRALE..... 25

5.1 Au cours des années 80 : des progrès très lents..... 25

5.2 Des percées significatives dans certains secteurs..... 26

5.3 Des pistes à privilégier, un travail à poursuivre..... 27

5.4 Le pouvoir économique reste à conquérir..... 28

NOTES..... 31

BIBLIOGRAPHIE..... 35

ANNEXE I Tableaux..... 39

ANNEXE II Graphiques..... 77

LISTE DES TABLEAUX

		PAGE
Tableau 1.1	Député-es élu-es à l'Assemblée nationale du Québec et à la Chambre des communes d'Ottawa et nombre de ministres, tableau comparatif, 1983 et 1986.....	41
Tableau 1.2	Représentation féminine au sein des postes d'élu-es municipaux au Québec, tableau comparatif, 1982 et 1986.....	42
Tableau 1.3	Répartition des postes de maire et de mairesse selon le sexe et selon les classes de population des municipalités, Québec, décembre 1985.....	43
Tableau 1.4	Répartition des postes de maire et de mairesse selon le sexe et selon les régions administratives, Québec, décembre 1985.....	44
Tableau 2.1	Représentation féminine dans les emplois supérieurs de la fonction publique du Québec, tableau comparatif, 1982, 1985 et 1986.....	45
Tableau 2.2	Représentation féminine dans les emplois de la haute direction de la fonction publique du Québec, tableau comparatif, 1982, 1985 et 1986.....	45
Tableau 2.3	Représentation féminine dans le personnel de la gérance intermédiaire et des cadres supérieurs de la fonction publique du Québec, tableau comparatif, 1982, 1985 et 1986.....	46
Tableau 2.4	Représentation féminine dans les emplois supérieurs des organismes gouvernementaux et ministères, tableau comparatif, 1982, 1985 et 1986.....	47
Tableau 2.5	Représentation féminine au sein des conseils d'administration et du personnel cadre dans quelques sociétés d'État au Québec, 1983 et 1986.....	53
Tableau 2.6	Représentation féminine dans la magistrature québécoise, tableau comparatif, 1983 et 1986.	55

Tableau 2.7 Représentation féminine sur les conseils d'administration des organismes décentralisés du ministère de la Santé et des Services sociaux (CRSSS, CLSC, CH, CA, CSS), tableau comparatif, 1983 et 1987..... 56

Tableau 2.8 Répartition des employé-es de la fonction publique du Canada dans la catégorie de la gestion, selon le sexe, 1985..... 57

Tableau 2.9 Répartition détaillée des employé-es de la fonction publique du Canada dans la catégorie de la gestion, selon le sexe, 1984 et 1985... 58

Tableau 2.10 Répartition des employé-es de la fonction publique du Canada dans la catégorie de la gestion, selon le sexe et le ministère, 1985. 59

Tableau 2.11 Représentation féminine au sein des conseils d'administration de certaines sociétés d'État du gouvernement canadien, tableau comparatif, 1983, 1985 et février 1987..... 62

Tableau 3.1 Représentation féminine au sein du personnel enseignant des commissions scolaires des secteurs primaire et secondaire, tableau comparatif, 1981-82 et 1985-86..... 63

Tableau 3.2 Répartition du personnel non enseignant des commissions scolaires des secteurs primaire et secondaire, selon le sexe, 1985-86..... 63

Tableau 3.3 Représentation féminine au sein des conseils d'administration des collèges du Québec, tableau comparatif, 1983 et janvier 1987..... 64

Tableau 3.4 Représentation féminine au sein du personnel cadre dans les collèges du Québec selon les régions administratives scolaires, tableau comparatif, 1983 et 1986..... 66

Tableau 3.5 Représentation féminine au sein du personnel des collèges du Québec selon la catégorie d'emploi, tableau comparatif, 1982-83 et 1985-86..... 67

Tableau 3.6 Représentation féminine au sein du personnel enseignant des constituantes de l'Université du Québec, tableau comparatif, 1980 et 1985-86..... 68

Tableau 3.7	Représentation féminine au sein du personnel cadre des diverses constituantes de l'Université du Québec, tableau comparatif, 1982-83 et 1985-86.....	69
Tableau 3.8	Représentation féminine au sein du personnel enseignant et du personnel cadre dans les institutions universitaires du Québec, tableau comparatif, 1981 et janvier 1987.....	70
Tableau 4.1	Représentation féminine au sein de différentes catégories d'emplois à la Caisse de dépôt et placement du Québec et à la Banque Nationale du Canada, février 1987.....	72
Tableau 4.2	Répartition des employés-es au sein du Mouvement des Caisses populaires Desjardins du Québec, selon le sexe et la catégorie d'emplois, mai 1985.....	73
Tableau 4.3	Répartition des postes de dirigeant-es pour l'ensemble des Caisses populaires du Québec, selon le sexe, juin 1985.....	73
Tableau 4.4	Répartition des postes de dirigeant-es des 11 Fédérations régionales Desjardins, selon le sexe, juin 1985.....	74
Tableau 4.5	Répartition des postes de dirigeant-es des institutions Desjardins, selon le sexe, juin 1985.....	74
Tableau 5.1-A	Activité selon le sexe, Québec, 1986.....	75
Tableau 5.1-B	Activité selon le sexe, Canada, 1986.....	75
Tableau 5.2	Emploi au sein de la catégorie direction et professions libérales, selon le sexe, Canada, 1985.....	75
Tableau 5.3-A	Emploi à temps plein et à temps partiel selon le sexe, Québec, 1986.....	76
Tableau 5.3-B	Emploi à temps plein et à temps partiel selon le sexe, Canada, 1986.....	76
Tableau 5.4	Emploi à temps plein et à temps partiel pour trois catégories de professions selon le sexe, Canada, 1985.....	76

LISTE DES GRAPHIQUES

PAGE

Graphique 1 : Répartition du personnel enseignant des commissions scolaires selon l'ordre d'enseignement, le secteur d'enseignement et le sexe, Québec, 1985-1986..... 79

Graphique 2 : Répartition du personnel enseignant des commissions scolaires en formation professionnelle au secondaire selon le champ d'enseignement et le sexe, Québec, 1985-1986..... 80

Graphique 3 : Salaire moyen du personnel des commissions scolaires selon la catégorie d'emploi et le sexe, Québec, 1985-1986..... 81

Graphique 4 : Répartition du personnel enseignant des commissions scolaires selon la tranche de salaire et le sexe, Québec, 1985-1986..... 82

Graphique 5 : Répartition du personnel non enseignant des commissions scolaires selon la tranche de salaire et le sexe, Québec, 1985-1986..... 83

Graphique 6 : Salaire moyen du personnel cadre des écoles selon l'ordre d'enseignement, le titre d'emploi et le sexe, Québec, 1984-1985..... 84

Graphique 7 : Salaire moyen du personnel à temps plein dans les CÉGEPS selon la catégorie d'emploi et le sexe, Québec, 1985-1986..... 85

Graphique 8 : Pourcentage des femmes parmi le personnel enseignant des CÉGEPS rattaché aux principales disciplines de formation professionnelle, Québec, 1985-1986..... 86

Graphique 9 : Pourcentage des femmes parmi le personnel enseignant dans les CÉGEPS rattaché aux principales disciplines de formation générale, Québec, 1985-1986..... 87

Graphique 10 : Salaire moyen du personnel d'encadrement, professionnel et enseignant des universités selon la catégorie d'emploi et le sexe, Québec, 1982-1983..... 88

Graphique 11 : Salaire moyen du personnel enseignant à temps plein selon le titre et le sexe (Québec, 1982-1983)..... 89

Graphique 12 : Pourcentage de femmes parmi le personnel enseignant des universités selon la famille de disciplines (Québec, 1980-1981)..... 90

Graphique 13 : Proportion des entreprises où une femme est propriétaire-dirigeante sur l'ensemble des entreprises..... 91

Graphique 14 : Les entreprises au Québec selon le secteur d'activité économique..... 92

Graphique 15 : Les entreprises au Québec où une femme est propriétaire-dirigeante selon le secteur d'activité économique..... 93

Graphique 16 : Les entreprises au Québec. Répartition des entreprises par catégories de taille..... 94

Graphique 17 : Répartition des entreprises où une femme est propriétaire-dirigeante par catégories de taille..... 95

Graphique 18 : Proportion des entreprises du Québec où une femme est propriétaire-dirigeante sur l'ensemble des entreprises, par catégories de taille..... 96

Graphique 19 : Les entreprises au Québec. Répartition régionale des entreprises..... 97

Graphique 20 : Répartition régionale des entreprises où une femme est propriétaire-dirigeante..... 98

Graphique 21 : Proportion des entreprises où une femme est propriétaire-dirigeante sur l'ensemble des entreprises de la région..... 99

INTRODUCTION

En mai 1983, le Conseil du statut de la femme publiait une première étude[1] sur la place des femmes dans les différents pouvoirs. Les résultats de cette étude étaient pessimistes : au Québec, on notait, encore au début des années 80, une très faible participation des femmes au pouvoir politique, au pouvoir administratif et surtout au pouvoir économique.

Les résultats de cette recherche devaient alimenter la réflexion des femmes au cours d'un atelier, tenu dans le cadre du Forum de 1983 organisé par le Conseil du statut de la femme et intitulé : "Les femmes : une force économique insoupçonnée".

Depuis cinq ans, le rapport des femmes au pouvoir a suscité de nombreuses réflexions et des actions significatives tant dans les groupes de femmes que dans les organismes privés et publics impliqués dans le développement social et économique du Québec. Notre préoccupation première est d'offrir un outil statistique à tous ceux et celles qui s'intéressent à la place occupée par les femmes dans les différents pouvoirs. Cette recherche statistique se veut purement descriptive afin de faire état de la situation des femmes dans les "postes de pouvoir" au sein d'organismes politiques, gouvernementaux, économiques et d'éducation.

En complément à cette étude statistique, le CSF vient également de publier la recherche de Lucie Desrochers intitulée : "L'accès des femmes au pouvoir politique : où en sont-elles?". Ce document porte plus spécifiquement sur le pouvoir politique exercé par les femmes à travers les institutions démocratiques.

Nous entendons par "postes de pouvoir", tout poste où il y a prise de décision et pouvoir d'imposer cette décision, un poste hiérarchique-

ment important. Cette définition, prise dans le sens traditionnel du terme, englobera toutes les autres formules utilisées : poste de décision, poste de direction, poste supérieur, poste de gestion.

Ainsi, les secteurs observés seront les postes électifs au sein des pouvoirs politiques (fédéral, provincial et municipal), les postes supérieurs dans la fonction publique québécoise et canadienne, les postes de direction dans l'enseignement (primaire, secondaire, collégial et universitaire), et enfin les postes de gestion dans les secteurs économiques tels que les institutions financières, les syndicats et les entreprises.

Au cours des années 80, nous observerons la lente progression des femmes à occuper des "postes de pouvoir". Même si, à toutes fins utiles, les gains des femmes depuis la dernière décennie sont considérables, nous sommes encore loin du but escompté. Nous verrons que certains secteurs affichent encore une nette sous-représentation féminine et qu'il reste encore beaucoup à faire pour atteindre une représentation féminine plus égalitaire dans tous les "postes de pouvoir".

Cette recherche fera ressortir les données les plus significatives permettant de mesurer l'accès des femmes au pouvoir politique, au pouvoir administratif, au pouvoir éducatif ainsi qu'au pouvoir économique. Nous fournissons en annexe les tableaux relatifs à la position des femmes dans chacune des sphères de pouvoir. Les lecteurs et lectrices remarqueront que les taux de croissance des taux de féminité que nous présentons sont toujours suivis des chiffres absolus entre parenthèses. Afin de ne pas fausser l'analyse, de forts taux d'accroissement doivent toujours être examinés avec prudence, en tenant compte de l'augmentation en nombres absolus, parce qu'ils peuvent exagérer l'importance de l'amélioration constatée au niveau de la place occupée par les femmes dans les différents pouvoirs.

CHAPITRE I LE POUVOIR POLITIQUE : ENCORE TRÈS PEU D'ÉLUES

1.1 Ministres, députées ou mairesses : rares comme l'air en montagne

Les femmes obtenaient le droit de vote aux élections fédérales en 1918. Il fallut encore quelque 22 ans pour que les Québécoises puissent se prévaloir de ce droit aux élections provinciales. Et c'est seulement en 1974[2] que le suffrage universel a été acquis dans les municipalités régies par le code municipal. Ce n'est donc que depuis 13 ans que toutes les femmes peuvent voter et solliciter un poste électif aux élections municipales au Québec.

Que ce soit au niveau fédéral, provincial ou municipal, le pouvoir politique est sans conteste l'un des principaux pouvoirs qui touche, de près ou de loin, tous les individus qui forment la société. Il est entendu que ce pouvoir, dans toute démocratie, doit appartenir aux personnes élues par leurs concitoyens et concitoyennes. Mais voilà, le pouvoir politique semble appartenir beaucoup plus aux élus qu'aux élues; pourtant, les femmes constituent 51,0% de la population.

À la Chambre des communes d'Ottawa, les femmes représentent, en 1986[3], 9,6% (27/282) des postes de député et occupent 12,5% (5/45) des postes de ministre. En 1983, elles n'occupaient que 5,7% (16/282) des postes de député, et 9,3% des postes de ministre. À l'Assemblée nationale du Québec, les femmes occupent en 1986[4], 14,8% (18/122) des postes de député, et 14,3% des postes de ministre alors qu'en 1983, elles ne formaient que 8,2% (10/122) de l'ensemble de la députation et comptaient pour 7,7% des ministres.

Du côté des municipalités, les mairesses occupent, en 1986[5], 4,0% (60/1 500) de l'ensemble des postes et les conseillères, 9,5% (864/9 138) de l'ensemble des postes, tandis qu'en 1982, elles étaient mairesses et conseillères dans des proportions respectives de 2,4%

(40/1 658) et de 7,5% (615/8 200). Ces chiffres nous indiquent qu'entre 1982 et 1986, les femmes ont légèrement augmenté leur représentation dans la sphère du pouvoir municipal.

Il faut cependant remarquer que les femmes ne sont pas également représentées lorsque la taille des municipalités est considérée. En effet, en 1985[6], les mairesses sont plus nombreuses au sein des municipalités ayant de 0 à 999 habitants et de 1 000 à 2 999 habitants, alors qu'elles ne sont que 2 femmes sur 16 à avoir été élues mairesse au sein d'une municipalité comptant entre 50 000 et 99 999 habitants. On constate cependant que la représentation proportionnelle des femmes est plus importante dans les grandes municipalités que dans les très petites municipalités. De plus, seules les mairesses de la région de la Côte-Nord ont une représentation supérieure à 10,0%[7]. Elles sont moins présentes dans les régions de l'Outaouais (2/90, soit 2,2%), en Estrie (3/105, soit 2,9%) et aucune femme n'est mairesse au Nouveau-Québec.

1.2 Conclusion

En résumé, le pouvoir politique est encore loin d'être représentatif de la population féminine québécoise et canadienne. Malgré une forte croissance de leur présence relative au cours des dernières années, les femmes demeurent sous-représentées en politique. Actuellement, elles forment moins de 10,0% du parlement canadien et occupent moins de 15,0% des postes de député à l'Assemblée nationale du Québec. De plus, à la fin de 1986, sur les 28 ministres québécois, 4 seulement étaient des femmes; le gouvernement fédéral, quant à lui, comptait 45 ministres dont 5 femmes. Si on compare à la législature ontarienne où les femmes occupent environ 14,0% des postes de député à l'heure actuelle, on peut considérer que les femmes québécoises ne font ni bonne ni mauvaise figure. Leur représentation est toutefois nettement plus faible au sein des gouvernements municipaux puisque les femmes ne comptent que 4,0% des postes de maire et 9,5% seulement des postes de conseiller sont occupés par des femmes.

CHAPITRE II LA FONCTION PUBLIQUE QUÉBÉCOISE : LES FEMMES ENCORE PEU NOMBREUSES DANS LES HAUTES SPHERES ADMINISTRATIVES

Après avoir observé la place que les femmes occupent au sein du pouvoir politique, on ne peut passer sous silence l'importance que revêt la fonction publique dans la société québécoise ainsi que le rôle stratégique que les femmes peuvent y jouer. On ne peut nier le pouvoir réel qu'exercent les hauts fonctionnaires. Les personnes qui détiennent ces postes assurent la gestion de programmes gouvernementaux et contribuent au maintien de la continuité administrative tout en influençant les grandes orientations politiques. Dans quelle proportion les femmes sont-elles présentes et quelle place occupent-elles dans cette haute fonction publique?

2.1 Les emplois supérieurs de la fonction publique : encore peu féminisés

Les femmes représentent, en 1986[8], 16,6% (79/476) des effectifs de la haute direction de la fonction publique québécoise, tandis qu'en 1982 elles formaient 12,4% (51/410) des effectifs. Le personnel de la haute direction est composé, entre autres, des sous-ministres, des sous-ministres adjoints ou associés, des dirigeants et dirigeantes d'organismes.

En général, plus on gravit les échelons hiérarchiques des postes administratifs, moins les femmes y sont présentes. Elles occupent peu les plus hauts grades administratifs alors qu'elles sont un peu plus nombreuses dans les grades inférieurs de la fonction publique québécoise[9].

Les femmes, en 1986[10], détiennent 4,4% (2/45) des postes d'administrateur grade 01 de la fonction publique québécoise alors qu'en 1982, elles en étaient complètement absentes. Cependant, les femmes sont

plus nombreuses à faire partie des grades 04 et 05. Le tableau suivant indique la progression relative des femmes dans chacun des grades de la fonction publique de 1982 à 1986 :

	Taux de féminité	
Grade	1982	1986
05	4,8%	9,3%
04	3,7%	7,9%
03	2,0%	3,8%
02	1,1%	1,5%
01	0,0%	4,4%

On note une certaine amélioration de la situation des femmes de 1982 à 1986; cependant, cette progression s'amenuise à mesure que l'on monte dans la hiérarchie administrative, exception faite du grade 01 où on perçoit une correction de parcours.

2.2 Les organismes et ministères à vocation économique : très peu de femmes dans les emplois supérieurs

Alors qu'elles commencent à occuper des emplois supérieurs dans les organismes à vocation sociale et culturelle, les femmes sont encore presque totalement absentes des organismes et ministères à vocation économique.

Il y a encore, en 1986[11], 18 organismes ou ministères sur 67, dans la fonction publique, où aucune femme n'occupe un poste supérieur. Il s'agit, par exemple, de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurance (CARRA), de l'Inspecteur général des institutions financières, du Financement forestier, de l'Office de planification et de développement du Québec (OPDQ), de la Régie des assurances agricoles et de la Société d'habitation du Québec. Il n'y a que 2

organismes qui comptent plus de 20,0% de femmes à des postes supérieurs. Il s'agit bien évidemment du Conseil du statut de la femme (100,0%, 5/5) et de l'Office des services de garde à l'enfance (80,0%, 4/5).

Les personnes intéressées à la situation prévalant dans la fonction publique canadienne peuvent consulter les tableaux 2.8 à 2.11 qui présentent la répartition du personnel selon le sexe dans la catégorie d'emploi "gestion".

2.3 Le domaine de la justice : faible apport des femmes

Dans le domaine de l'administration de la justice, on remarque que la représentation des femmes demeure également faible même si elle a connu une certaine croissance ces dernières années.

En ne tenant pas compte du nombre de juges des cours municipales, pour lesquelles les données ne sont pas disponibles en 1983, il est, en effet, intéressant de noter que les femmes comptent pour 6,3% (26/411) des juges au Québec en 1986, alors qu'elles n'occupaient ces postes qu'à 3,5% (13/367) en 1983[12].

En 1986, une seule femme est juge à la Cour d'appel, ce qui représente 6,3% (1/16) de l'ensemble; cela est identique à la situation qui prévalait en 1983. Elles sont présentes à 6,7% (8/120) à la Cour supérieure alors qu'elles formaient, en 1983, 5,1% (6/118) des effectifs. Elles comptent, toujours en 1986, pour 4,4% (7/160) des effectifs à la Cour provinciale, 2,8% (2/72) à la Cour des sessions de la paix et 18,6% (8/43) au Tribunal de la jeunesse. Notons également que les femmes représentent, en 1986, 11,1% (2/18) des juges des cours municipales de Montréal, Québec et Laval et 2,9% (4/136) pour les six autres cours municipales du Québec.

La croissance relative de la présence des femmes au sein de chaque cour, entre 1983 et 1986, est importante mais leur nombre est encore tellement faible qu'il faut user de beaucoup de prudence dans l'interprétation de ces augmentations.

2.4 Les sociétés d'État : peu de femmes dans les conseils d'administration

Nous venons de voir dans quelle proportion les femmes occupaient les postes supérieurs au sein des ministères et organismes québécois. Pour compléter le portrait, nous regarderons dans quelle proportion les femmes siègent aux conseils d'administration de quelques sociétés d'État du Québec.

Ces données découlent d'un mini-sondage téléphonique que nous avons effectué auprès de 24 sociétés d'État du Québec parmi une soixantaine déjà existantes.

Au Québec, en 1986[13], les femmes représentent 14,7% (34/231) des membres des conseils d'administration des 24 sociétés d'État et 16,3% des membres des 15 sociétés d'État pour lesquelles nous avons des données en 1983 et 1986. En 1983, elles comptaient pour 11,5% (17/148) de ces membres.

Parmi les 24 sociétés d'État qui ont participé au sondage, il y en a 5 (21,0%) où aucune femme ne siège au conseil d'administration en 1986. Il s'agit de l'Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche, de la Caisse de dépôt et placement, de la Société nationale de l'amiante, de la Société d'habitation du Québec et de la Société Inter-Port de Québec. Pour ce qui est de la Caisse de dépôt et placement et de la Société nationale de l'amiante, deux sociétés existantes en 1983, la situation est identique à celle qui prévalait il y a trois ans.

Cependant, on compte, en 1986, 3 sociétés où 30,0% et plus des membres du conseil d'administration sont des femmes. Notons la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires (SOQUIA) où 50,0% (3/6) des membres sont des femmes et qui n'en comptait aucune en 1983, Radio-Québec avec 41,7% (5/12) de femmes alors qu'en 1983 il n'y en avait que 28,5% (6/21) et la Société des Alcools du Québec où 30,0% (3/10) sont des femmes alors qu'en 1983 elles ne formaient que 14,3% (1/7) des membres du conseil d'administration. Cette progression est intéressante bien qu'elle porte sur des nombres très réduits d'effectifs.

2.5 Les organismes socio-communautaires : une représentation significative des femmes

Il est important de souligner que les femmes sont plus nombreuses à siéger aux conseils d'administration des organismes décentralisés[14] du ministère de la Santé et des Services sociaux que sur les conseils d'administration de sociétés d'État québécoises.

En effet, en janvier 1987[15], les femmes représentent 39,1% (3 357/8 591) des membres de ces conseils; elles en formaient 37,0% (2 264/6 114) en 1983, ce qui constitue une augmentation du taux de féminité de 5,7%.

Dans toutes les régions socio-sanitaires[16], les femmes comptent pour plus de 30,0% des membres des conseils d'administration de ces organismes décentralisés. Les représentations féminines les plus importantes, en 1987, se situent dans la région de la Montérégie avec 41,7%, l'Outaouais avec 41,6% et le Saguenay—Lac-Saint-Jean avec 41,3%. La plus faible représentation se retrouve en Estrie avec 33,0% (155/469), soit une diminution du taux de féminité de 6,0% comparativement à l'année 1983 où les femmes représentaient 35,1% (142/405) des membres des conseils d'administration.

2.6 Conclusion

Malgré une lente progression observée depuis le début des années 80, nous constatons que très peu de femmes occupent des postes "de pouvoir" au sein de la fonction publique québécoise. En effet, en 1986, elles ne représentent encore que 16,6% des effectifs de la haute direction. Bien que leur position dans les postes administratifs de grade 01 se soit améliorée (4,4%), elles demeurent cependant plus présentes dans les postes de grade 05 (9,3%); postes de niveau inférieur.

Nous avons observé aussi que, dans près de 27,0% des organismes et ministères au sein de la fonction publique québécoise, les femmes brillent par leur absence dans les emplois de niveau supérieur. Nous notons encore que c'est à l'intérieur des organismes à vocation économique que la proportion des femmes est la plus faible dans les postes supérieurs.

Dans la magistrature québécoise, malgré quelques progrès récents, les femmes ont encore tout un pouvoir à conquérir. Enfin, le portrait diffère un peu lorsque nous examinons les conseils d'administration des organismes socio-communautaires. En effet, les femmes représentent, en 1987, 39,1% des membres des conseils d'administration que nous avons inventoriés.

Aussi, pour les années à venir, il nous faut espérer que l'implantation des programmes d'accès à l'égalité puisse accélérer la pénétration des femmes dans toutes les sphères de pouvoir de l'administration publique québécoise et notamment dans les ministères et organismes à vocation économique où, à l'heure actuelle, les femmes sont encore trop souvent absentes.

CHAPITRE III LE SECTEUR DE L'ENSEIGNEMENT : LA LONGUE MARCHE VERS UN CERTAIN POUVOIR

Nous avons fait jusqu'à maintenant un tour d'horizon des pouvoirs politiques et administratifs, mais qu'en est-il de la place des femmes dans le domaine de l'enseignement? Nous voulons considérer de façon particulière le secteur de l'éducation parce que la forte concentration des femmes y représente déjà, à nos yeux, un certain pouvoir. Pouvoir, en effet, de transmettre le savoir, d'offrir des modèles, de transmettre les idées et les valeurs aux nouvelles générations. Que leur présence soit plus forte à l'école primaire, là où se façonnent davantage les esprits, n'est certes pas un atout négligeable pour les femmes. Cependant, il faudrait que cette forte représentation des femmes dans la pratique quotidienne de l'enseignement se reflète bien davantage dans les structures de pouvoir, dans leur capacité d'influencer les grandes orientations dans les écoles, dans les organismes d'éducation et dans le système d'enseignement lui-même. Qu'en est-il à l'heure actuelle?

En 1985-86[17], les femmes constituent 99,4% (2 832/2 850) du personnel enseignant au préscolaire, 84,4% (25 148/29 811) au primaire, 37,9% (10 829/28 539) au secondaire, 31,4% (2 739/8 717) au collégial, 19,4% (296/1 522) dans les constituantes de l'Université du Québec et 17,9% (1 210/6 742) dans les autres universités (dans ce dernier cas, les données datent de janvier 1987).

3.1 L'enseignement préscolaire, primaire et secondaire : certains reculs sont enregistrés

La représentation féminine au sein du personnel enseignant des niveaux préscolaire, primaire et secondaire a subi quelques reculs depuis 1981-82. En effet, on enregistre, entre 1981-82 et 1985-86, une légère diminution du taux de féminité[18] : 0,2% au préscolaire, 4,8% au

primaire et de 7,1% au secondaire. Le nombre d'enseignantes des niveaux primaire et secondaire, bien qu'étant plus élevé en 1985-86, n'a pas augmenté assez rapidement pour compenser la forte croissance du nombre d'enseignants. En fait, ce sont les hommes qui gagnent du terrain.

Si on regarde du côté du personnel non enseignant, on constate que les femmes représentaient, en 1985-86, 42,8%[19] (11 455/26 751) des membres du personnel. Notons toutefois que les femmes constituent, pour 1985-86, 9,0% (131/1 448) du personnel cadre des commissions scolaires et occupent 24,5% des postes de direction des écoles.

Il y a donc encore un écart très considérable entre la proportion de femmes occupant des postes d'enseignantes dans les secteurs primaire et secondaire et celle des femmes occupant des postes de direction dans ces ordres d'enseignement. Le Conseil supérieur de l'éducation avait d'ailleurs dénoncé cette situation de sous-représentation féminine et avait recommandé que le ministère de l'Éducation mette sur pied des programmes d'accès à l'égalité visant à assurer une meilleure représentation des femmes à tous les niveaux et secteurs du système d'éducation[20].

Les femmes occupent donc encore très majoritairement les secteurs d'enseignement préscolaire et primaire en 1985-86, tandis qu'au secondaire elles constituent 37,9% des effectifs. De plus, d'autres sources statistiques nous montrent également que les femmes constituent 39,9% des effectifs à la formation générale et 28,8% à la formation professionnelle[21]. Cependant, il est intéressant de voir que, dans cette dernière catégorie, les enseignantes se retrouvent encore concentrées dans des champs d'enseignement traditionnellement occupés par les femmes. En effet, elles représentent, entre autres, 35,6%[22] du personnel enseignant de commerce et secrétariat et 26,0% de celui des soins esthétiques. Elles sont complètement absentes en dessin technique, en mécanique, en électrotechnique, en construction et meuble et en

équipement motorisé. Cette absence totale de modèle féminin dans certaines spécialités professionnelles pourrait donc limiter l'insertion des filles dans ces secteurs d'études et de travail.

Enfin, une autre statistique intéressante que nous avons choisi d'intégrer dans cette partie sur l'enseignement primaire et secondaire concerne la présence des femmes parmi les commissaires d'école. Nous croyons, en effet, qu'être commissaire d'école constitue l'un des premiers lieux de pouvoir que les femmes choisissent d'investir. Ainsi, aux élections scolaires du 15 novembre 1987, 991 femmes se sont vues élire commissaires d'école sur les 2 452 postes qui ont été comblés, ce qui représente un taux de féminité de 40,4%. Ces chiffres nous ont été fournis par la Direction du financement et des équipements du ministère de l'Éducation.

3.2 L'enseignement collégial : la situation s'améliore lentement

En 1985-86, les femmes constituent 31,4% du personnel enseignant dans les collèges publics québécois, ce qui représente une légère diminution du taux de féminité comparativement à l'année 1982-83 où les enseignantes formaient 32,7% de ces effectifs.

Cependant, elles ont accru leur présence dans les postes de gérance[23]. En effet, les femmes forment 21,0% de ces effectifs alors qu'elles n'en formaient que 16,1% en 1982-83. Toutefois, elles représentent encore au-delà de 80,0% du personnel de bureau en 1985-86[24].

Tout comme dans le secteur de l'enseignement primaire et secondaire, il est intéressant de voir que les enseignantes du collégial se retrouvent encore, en 1985-86, concentrées dans des disciplines scolaires traditionnellement féminines. Par exemple, dans le champ de la formation générale, les femmes constituent 50,0% du personnel enseignant de psychologie, 43,0% de biologie et écologie et 41,0% de français (langue et

littérature), tandis qu'elles ne forment que 10,0% du personnel enseignant de physique. Pour les disciplines de formation professionnelle, les femmes sont omniprésentes en techniques infirmières (94,0%), en secrétariat (89,0%) et en technique d'éducation spécialisée (50,0%) tandis qu'elles sont presque absentes en électrotechnique (2,0%) et en technique du bâtiment et des travaux publics (5,0%)[25].

Si elles ont une représentation identique en 1985-86 à celle de 1982-83 dans le personnel enseignant, on peut se demander cependant si les femmes ont accru leur présence au sein des conseils d'administration et du personnel cadre des collèges.

En janvier 1987, sur 44 collèges publics québécois, seulement 175 femmes siègent aux conseils d'administration sur un total de 730 sièges, ce qui représente 24,0%, tandis qu'en 1983, elles étaient 188 femmes sur 748 membres, ce qui donnait 25,1% d'effectifs féminins. Il y a donc eu une baisse de 4,4% de la représentation des membres féminins entre 1983 et 1987. Les femmes constituaient, en 1983, 8,0% (49/611) du personnel cadre, tandis qu'en 1986 elles forment 10,2% (65/635) de ces effectifs.

Les femmes cadres et membres des conseils d'administration (qui forment ensemble une proportion de 18,0%) sont donc loin d'atteindre la même représentation que leurs collègues enseignantes. Elles ont donc encore un bon bout de chemin à parcourir pour rejoindre la proportion de 31,0% qui correspond à la place qu'elles occupent dans le personnel enseignant.

3.3 L'enseignement universitaire : des progrès plus significatifs

Encore aujourd'hui, les femmes ne constituent pas encore 20,0% des effectifs du personnel enseignant des universités.

En effet, dans les constituantes de l'Université du Québec, les femmes représentent, en 1985-86[26], 19,4% (296/1 522) du personnel enseignant alors qu'en 1980 elles ne composaient que 18,0% (270/1 501) des effectifs. Pour les universités Laval, de Sherbrooke, de Montréal, les Hautes Études Commerciales, l'École Polytechnique et l'Université Concordia, les enseignantes forment 17,9% (1 210/6 742) de ce personnel en janvier 1987, tandis qu'en 1981 elles ne comptaient que pour 13,9% (598/4 289) des effectifs[27].

Comme pour l'enseignement secondaire et collégial, les femmes à l'université enseignent encore en majorité dans des disciplines traditionnellement féminines. Ainsi, selon les statistiques les plus récentes actuellement disponibles, elles forment, en 1980-81[28], 79,9% du personnel enseignant dans le domaine de la santé (paramédical), 32,5% en éducation, 26,3% en arts et 24,8% en lettres. Elles sont peu présentes en sciences appliquées (1,2%), en sciences pures (7,4%), en administration (8,6%) et en sciences de la santé (médical) (12,8%). Encore là, il est difficile pour une étudiante de trouver des modèles féminins dans le domaine des sciences "exactes", d'autant plus que la rareté des femmes enseignant à l'université peut s'expliquer en partie par les barrières qui leur freinaient encore récemment l'accès aux institutions de niveau supérieur.

Contrairement aux collèges, le personnel cadre des universités ressemble un peu plus au personnel enseignant quant à son taux de féminité. En effet, pour les constituantes du réseau de l'Université du Québec, les femmes composent 16,1% (52/322) des cadres pour 1985-86, tandis qu'elles ne représentaient que 10,0% (27/271) de ce personnel en 1982-83[29]. Pour les autres universités, elles occupent 22,3% (35/157) des postes de cadre en janvier 1987, comparativement à 12,1% (33/273) en 1981[30]. Il faut considérer ces taux de féminité avec prudence puisque l'ÉNAP et l'Institut Armand Frappier, en ce qui concerne les constituantes de l'Université du Québec ainsi que les universités de Montréal, Concordia et McGill, n'ont pu fournir les données concernant le personnel cadre.

Au niveau universitaire, ces pourcentages démontrent que la situation des femmes a, sans doute, fait quelques progrès au cours des dernières années.

3.4 Conclusion

Le secteur de l'enseignement constitue un secteur de pouvoir en soi où la présence des femmes est loin d'être négligeable. Il demeure toutefois que les postes de direction sont encore occupés en forte majorité par les hommes. Or, c'est là que se décident les priorités et les grandes orientations éducatives. Il est inacceptable que les femmes, qui, à certains niveaux, constituent la base même du système d'éducation, soient encore si mal représentées dans les structures de pouvoir.

Il en est encore ainsi, en 1985-86[31], pour le secteur de l'enseignement primaire et secondaire où les femmes représentent 24,5% (901/3 673) des directeurs et directrices d'école et 9,0% (131/1 448) des cadres de commissions scolaires, alors qu'elles représentent 61,7% (35 977/58 350) du personnel enseignant. Les écarts sont considérables entre la représentation des femmes chez les enseignant-e-s et leur représentation dans les postes de direction.

Les femmes représentent, en janvier 1987[32], 24,0% (175/730) des membres qui siègent aux conseils d'administration des collèges et 10,2% (65/635) des cadres, alors que le taux de féminité dans le personnel enseignant atteint 31,4%. Dans les universités, les données dont nous disposons nous montrent que les taux de féminité des emplois supérieurs et du personnel enseignant sont à peu près au même niveau, se situant autour de 20,0%[33]. Les taux de féminité dans les universités sont toutefois encore extrêmement faibles.

Comment expliquer cette faible représentation féminine au sein des "postes de pouvoir"? La double et même triple tâche des femmes, les

coupures budgétaires, les coupures de postes, la baisse de la clientèle étudiante, ne sont-ils pas quelques facteurs qui amoindrissent les chances des femmes de gravir les échelons de la hiérarchie du monde de l'éducation? Mais n'y a-t-il pas aussi des contraintes plus fortes pour les femmes (surtout au primaire-secondaire) qui contribueraient à augmenter les blocages au plan des carrières, ce qui expliquerait, en partie, leur absence dans les postes de direction? Espérons seulement que les programmes d'accès à l'égalité pour les femmes, implantés par le réseau des commissions scolaires, collèges et universités des ministères de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur et de la Science, sauront remédier à la situation pour qu'un jour on puisse atteindre une meilleure représentation des femmes à tous les niveaux de décision dans le monde de l'éducation.

CHAPITRE IV LE POUVOIR ÉCONOMIQUE : ENCORE SOUVENT CONJUGUÉ AU MASCULIN

Le pouvoir économique sera traité sommairement. Nous avons inclus, dans ce chapitre, trois catégories qui touchent de près les pouvoirs économiques non gouvernementaux. Il s'agit de la présence des femmes dans le pouvoir des entreprises (l'entrepreneuriat féminin), dans celui des institutions financières et des syndicats. Nous considérons les syndicats comme faisant partie du pouvoir économique parce qu'ils regroupent les travailleurs et les travailleuses sur la base de leurs intérêts économiques et professionnels.

4.1 L'entrepreneuriat féminin : une façon efficace pour les femmes d'accéder à un certain pouvoir économique

Devant le difficile accès aux hautes sphères des grandes entreprises, "se lancer en affaires", pour une femme, peut représenter une façon efficace d'occuper un poste de "pouvoir" et de participer au développement économique du Québec.

La Direction de la promotion des femmes entrepreneures du ministère de l'Industrie et du Commerce indique qu'en 1986, 60 000 entreprises, soit 19,0% des entreprises québécoises, ont une femme comme propriétaire-dirigeante[34].

Selon cette étude, on constate que les femmes possèdent 23,0% des entreprises du secteur du commerce de détail, 22,0% des entreprises manufacturières, 21,0% de celles du secteur commerce de gros, 17,0% du secteur des services, 13,0% de celles du secteur de la construction, transport-communication et enfin 12,0% des entreprises du secteur primaire[35].

De plus, lorsqu'on examine dans quels secteurs sont concentrées ces 60 000 entreprises dirigées par des femmes, on constate que leur répartition selon le secteur d'activité économique diffère très légèrement de celle de l'ensemble des entreprises du Québec. Ainsi, à titre d'exemple, plus des trois quarts[36] des entreprises à propriété féminine oeuvrent dans les secteurs des services et du commerce comparativement à 73,0% des entreprises québécoises. Seulement 7,7% des entreprises comptant une femme propriétaire-dirigeante se retrouvent dans le secteur manufacturier comparativement à 6,0% des entreprises du Québec.

Voyons maintenant si ces entreprises gérées par des femmes ont des caractéristiques particulières au niveau de leur taille. Pour l'ensemble des entreprises québécoises, on remarque que les femmes sont propriétaires de :

12,0% des entreprises	à	propriétaire unique
37,0% des entreprises	de	1 à 9 employé-e-s
36,0% des entreprises	de	10 à 25 employé-e-s
32,0% des entreprises	de	26 à 49 employé-e-s
26,0% des entreprises	de	50 à 99 employé-e-s
23,0% des entreprises	de	100 à 249 employé-e-s
14,0% des entreprises	de	250 à 499 employé-e-s
11,0% des entreprises	de	500 à 999 employé-e-s
7,5% des entreprises	de	1 000 employé-e-s et plus[37].

Lorsqu'on compare maintenant les entreprises possédées par les femmes, selon les catégories de taille, avec l'ensemble des entreprises québécoises, on remarque que les propriétaires-dirigeantes sont à la tête d'entreprises légèrement plus grandes que celles qui appartiennent à l'ensemble des dirigeants québécois. Ainsi, alors que 70,0%[38] des entreprises québécoises sont des entreprises individuelles à propriétaire unique, seulement 49,5% des propriétaires-dirigeantes ont des entreprises de ce type. Dans 27,0% des entreprises dirigées par des femmes, on compte entre 1 et 9 employé-e-s, dans 5,3% on compte entre 10 et 25 employé-e-s et dans 2,4% on compte plus de 25 employé-e-s. Ces proportions sont respectivement de 12,5%, 2,5% et 1,3% en ce qui a trait à l'ensemble des entreprises québécoises.

Le taux de propriété féminine diffère aussi selon les régions. Ainsi, dans la région de Montréal, 18,4% des entreprises ont une femme à leur tête. Dans la région de l'Estrie, 17,0% des entreprises sont dirigées par des femmes. La proportion est de 14,7% dans les régions de la Mauricie—Bois-Francs et de l'Abitibi, de 14,5% dans l'Outaouais, de 14,3% dans la région de Québec, de 14,2% dans la Côte-Nord—Nouveau-Québec, de 14,0% dans celle du Saguenay—Lac-St-Jean et de 12,2% dans le Bas-Saint-Laurent—Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine[38].

Enfin, la presque totalité des entreprises à propriété féminine est concentrée dans les régions de Montréal (68,7%) et Québec (12,3%)[39]. Cette situation est très caractéristique de celle qui prévaut pour l'ensemble des entreprises québécoises.

4.2 Les institutions financières : encore très peu ouvertes aux femmes

Compte tenu de la courte période de temps que nous avions pour la cueillette des données et de la difficulté d'obtenir les informations pour quelques institutions financières, nous avons réussi à réunir quelques chiffres concernant cinq institutions financières qui oeuvrent présentement au Québec. Il s'agit du Mouvement des Caisses populaires Desjardins, de la Banque de Montréal, de la Banque Royale du Canada, de la Banque Nationale du Canada et de la Caisse de dépôt et placement du Québec.

Dans quatre conseils d'administration, en 1986-87, seulement 5,5% (7/127) des membres sont des femmes. Elles représentent 8,1% (3/37) des membres du conseil d'administration de la Banque de Montréal[40], 5,9% (2/34) de la Banque Nationale[41], 4,5% (2/44) de la Banque Royale[42] et aucune femme n'est membre du conseil d'administration de la Caisse de dépôt et placement du Québec[43].

Les femmes sont quasi absentes des conseils d'administration, mais qu'en est-il des postes de direction et des postes de cadre dans les

institutions financières observées? Les seules données que nous avons pu obtenir concernent le Mouvement des Caisses populaires Desjardins du Québec, la Banque Nationale du Canada et la Caisse de dépôt et placement du Québec.

Pour l'ensemble des Caisses populaires du Québec[44], les femmes occupent 24,5% (567/2 315) des postes de direction en 1985, alors qu'elles représentent 95,0% (12 101/12 743) du personnel de bureau. À la Banque Nationale du Canada, en février 1987[45], les femmes occupent 38,5% (1 525/3 965) des postes de cadre dont seulement 3,9% de grade senior alors qu'elles représentent 96,2% (6 026/6 262) du personnel auxiliaire. Tout comme au sein du conseil d'administration, les femmes sont complètement absentes des postes de cadre de la Caisse de dépôt et placement en 1987, alors qu'elles forment 85,4% (76/89) du personnel de soutien technique[46]. Dans les institutions financières observées, nous remarquons une grande disparité dans la représentation des femmes au sein des différentes catégories d'emploi. Il faudrait sans aucun doute analyser ce secteur beaucoup plus en profondeur.

4.3 Les syndicats : les hautes sphères peu féminisées

Les données que nous avons recueillies auprès des syndicats québécois n'ont qu'une valeur indicative. Deux des trois grandes centrales syndicales[47] étant dans l'impossibilité de nous fournir les statistiques pour 1986-87, nous n'avons retenu que trois syndicats : le Syndicat des fonctionnaires provinciaux du Québec (SFPQ), le Syndicat des professionnelles et professionnels du Gouvernement du Québec (SPGQ) ainsi que la Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ). Ces trois centrales regroupent dans leurs effectifs un nombre important de femmes.

En 1986-87, alors que les femmes constituent 42,9% (24 903/58 018) des membres du Syndicat des fonctionnaires provinciaux, elles sont déléguées syndicales dans une proportion de 28,9% (625/2 160), officières

dans une proportion de 24,9% (211/847) et membres du bureau de direction provincial dans une proportion de 9,1% (1/11)[48]. Au Syndicat des professionnelles et professionnels du Gouvernement du Québec, alors que 21,5% (2 443/11 355) des membres sont des femmes, elles forment 14,9% (54/363) des délégué-e-s et 19,5% (55/282) des substituts[49]. À la Centrale de l'enseignement du Québec, les femmes comptent pour 57,1% (4/7) des membres du bureau national, 10,0% (1/10) des cadres, 29,0% (29/100) des employé-e-s conseils, 100,0% (3/3) des attachées administratives et 84,5% (71/84) du personnel de bureau[50].

4.4 Conclusion

Nous venons donc d'observer que sur l'ensemble des entreprises au Québec, 19,0%[51] d'entre elles appartiennent à des femmes. Elles oeuvrent majoritairement dans les secteurs des services et du commerce.

Les femmes sont surtout propriétaires de petites entreprises mais lorsqu'on les compare avec l'ensemble des entreprises québécoises, elles apparaissent relativement un peu plus grandes. Ces entreprises à propriété féminine sont surtout localisées dans les régions de Montréal (68,7%) et de Québec (12,3%)[52].

Si on se fie aux seules données que nous possédons, la place que les femmes occupent dans les institutions financières n'est guère reluisante. En effet, très peu de femmes font partie des conseils d'administration des institutions financières que nous avons inventoriées, soit seulement 5,6% (6/107). Les postes de cadre sont encore occupés majoritairement par des hommes alors que les emplois de bureau sont tenus à plus de 85,0% par des femmes[53].

Au sein des syndicats, la situation ne semble pas être très différente puisque les membres des bureaux de direction sont plus souvent majoritairement masculins. Il en est de même pour les postes de cadre.

À titre d'exemple, mentionnons la CEQ qui ne compte qu'une femme cadre sur dix employé-e-s.

Il semble donc y avoir encore beaucoup de changement à apporter pour que les femmes, au sein d'organismes à vocation économique, puissent accéder, au même titre que les hommes, à des postes de "pouvoir".

Qui plus est, la pénétration des femmes dans le domaine de la petite entreprise nous laisse entrevoir qu'il faudra tenir de plus en plus compte de l'importance économique des femmes; les institutions financières, entre autres, devront ouvrir plus largement leurs portes aux femmes.

Quant à la présence des femmes dans les structures de pouvoir syndical, il faut sans aucun doute s'inquiéter que les syndicats où les femmes sont fortement représentées à la base, leur laissent aussi peu de place dans leur structure de pouvoir.

Les institutions financières et les syndicats semblent, assez paradoxalement d'ailleurs, rester des chasses gardées des hommes.

CHAPITRE V CONCLUSION GÉNÉRALE

5.1 Au cours des années 80 : des progrès très lents

Comme on peut le constater, la progession des femmes au sein des "postes de pouvoir" se fait lentement.

Le pouvoir politique est encore loin d'être représentatif de la présence des femmes qui forment plus de 50,0% de la population votante. En effet, les femmes constituent moins de 10,0% des membres du Parlement fédéral et moins de 15,0% des membres de l'Assemblée nationale du Québec[54]. Leur représentation au sein du pouvoir municipal est encore plus faible : les mairesses n'occupent que 4,0%[55] de l'ensemble des postes.

La haute direction de la fonction publique québécoise est encore très peu féminisée (16,6%)[56]. Les postes administratifs sont occupés à 10,0%[57] par des femmes et les emplois supérieurs des organismes et ministères à vocation économique sont très peu et même quelquefois aucunement occupés par des femmes. Les femmes ne représentent que 14,7%[58] des membres des conseils d'administration parmi les vingt-quatre sociétés d'État que nous avons inventoriées.

Dans le secteur de l'enseignement, les femmes n'occupent, bien que majoritairement enseignantes au primaire et secondaire, que 24,5% des postes de directeur-trice d'école et 9% des postes de cadre de commissions scolaires[59]. Elles forment 24,0% des membres des conseils d'administration des collèges et 10,2% de leur personnel cadre[60]. Et dans les universités, les femmes occupent entre 16,1% et 22,3% des emplois supérieurs selon que l'on considère les constituantes de l'Université du Québec ou les autres institutions universitaires[61].

Ce qui semble être plus prometteur quant à l'accès des femmes à des "postes de pouvoir", c'est le dynamisme croissant de l'entrepreneuriat

féminin. Même si les femmes ne possèdent, jusqu'à maintenant, que 19,0%[62] des entreprises au Québec, il semble y avoir des possibilités grandissantes pour celles qui veulent accéder à un "poste de pouvoir" tout en mettant de l'avant leur esprit d'entreprise.

Cependant, il en est tout autrement des institutions financières où, selon les données que nous avons recueillies, seulement 5,6% des membres des conseils d'administration sont des femmes. De plus, le personnel cadre est encore majoritairement masculin alors que les emplois de bureau sont occupés à plus de 85,0% par des femmes[63].

La situation n'est guère plus brillante au niveau des syndicats puisque le personnel exécutif est majoritairement masculin alors que bien souvent la plupart des membres sont des femmes.

Ce document démontre bien que la situation des femmes dans les sphères des pouvoirs formels est encore précaire. Le Conseil du statut de la femme souhaite que cet outil statistique puisse amener à la réflexion et puisse susciter des efforts plus considérables.

5.2 Des percées significatives dans certains secteurs

Au cours des années 80, beaucoup de groupes de femmes ont mis en branle des actions significatives afin que tout organisme, ministère ou entreprise puisse être sensible à la promotion des femmes dans les emplois de niveau supérieur. De plus, plusieurs organismes ont tenu des colloques, ateliers ou des stages visant à sensibiliser les femmes, à les former et les informer afin de favoriser leur accès au pouvoir. À première vue, il peut sembler étonnant que cette effervescence, ce mouvement important des femmes n'ait pas eu d'impact plus considérable sur leur pénétration effective dans les postes de pouvoir. Les données recueillies et les chiffres nous indiquent que les effets sont lents à se faire sentir. Il faut cependant reconnaître qu'il y a dans presque

toutes les sphères que nous avons analysées des avancées qui sont parfois modestes mais parfois plus évidentes.

De plus, les chiffres n'indiquent pas toujours très clairement les percées les plus évidentes. Par exemple, dans le monde municipal où les mairesses ne sont présentes que dans une proportion de 4,0%, la percée des femmes au conseil municipal de Montréal risque sans aucun doute d'avoir un effet d'entraînement considérable. Il s'agit là, dans un monde exclusivement masculin, de montrer la force que peuvent représenter les femmes lorsqu'elles sont en nombre suffisant.

En ce sens, il apparaît extrêmement important que les groupes de femmes demeurent vigilants et continuent à favoriser cette percée des femmes dans les sphères du pouvoir qu'elles viennent à peine d'investir. Des actions exemplaires sont nécessaires, il faut tracer le chemin. Les pionnières ouvrent la route mais beaucoup d'autres devraient suivre.

5.3 Des pistes à privilégier, un travail à poursuivre

Dans ce document, nous nous sommes limitées à faire parler les chiffres, à mesurer l'impact le plus visible de l'accès des femmes au pouvoir. Nous n'avons pas mesuré le potentiel énorme, la réserve d'énergie et de compétence que constituent les milliers de femmes qui oeuvrent dans les groupes de femmes[64], dans les organismes volontaires, dans les organismes d'éducation, dans les organismes de santé, dans les comités d'école et de parents, dans les regroupements de citoyens, etc. C'est, de toute évidence, dans le creuset de ce pouvoir informel que se forme le "leadership politique" de ces femmes qui éventuellement deviendront des candidates au pouvoir électif tant au sein des municipalités que de l'Assemblée nationale. Ceci pose également toute la question du pouvoir alternatif des femmes par rapport au pouvoir politique. Certains groupes de femmes continuent de réfléchir sur ces questions.

Les données les plus récentes démontrent que les femmes occupant les postes de haute direction dans la fonction publique sont en général plus scolarisées que les hommes de même niveau. La forte scolarisation des femmes et leur compétence accrue en font des recrues désignées pour occuper des postes de direction dans les ministères et organismes gouvernementaux. Certains groupes de femmes ont constitué des banques de femmes susceptibles d'occuper des postes de haut rang. De toute évidence, il faut lever les barrières de discrimination systémique afin d'accélérer la progression des femmes, et ce autant dans l'entreprise privée que publique. Il faut veiller à ce que l'application des programmes d'accès à l'égalité soit vraiment efficace afin de permettre aux femmes compétentes d'occuper des postes clés.

Dans le domaine de l'éducation, on constate que la progression des femmes dans les postes de direction est loin d'être évidente au cours des dernières années, et ce malgré le diagnostic fait par le Conseil supérieur de l'éducation en 1984. On note même, au niveau primaire et secondaire, un certain recul dans la proportion des femmes occupant des postes de direction. Ce fait est d'autant plus visible qu'il s'agit là d'un des rares reculs que nous ayons observés au cours de notre analyse. Ceci constitue néanmoins un défi important et il faudra que les programmes d'accès à l'égalité qui seront mis en oeuvre apportent les correctifs nécessaires pour favoriser une meilleure progression des femmes.

5.4 Le pouvoir économique reste à conquérir

Au cours des années 80, les femmes ont fait une percée significative dans le domaine économique. La croissance de "l'entreprenariat féminin" constitue un indice significatif du développement d'un leadership économique chez les femmes. Bien qu'elles soient à la tête, très souvent, de toutes petites entreprises, il faut considérer que 60 000 femmes participent activement au développement économique du Québec et

y forgent leur compétence dans le domaine de la gestion économique. D'autres indicateurs nous permettent de mesurer la percée des femmes dans le domaine économique, qu'il s'agisse des mouvements favorisant l'accès des femmes au crédit ou de l'intérêt croissant que portent les femmes pour toutes les questions relatives à la fiscalité.

À notre avis, l'"establishment" économique et financier du Québec, les grandes associations patronales de même que les institutions financières ne pourront ignorer longtemps cette force montante que constituent les femmes dans le domaine économique. D'ores et déjà, elles devraient faire une place plus importante aux femmes et il faut espérer, entre autres, que les programmes d'accès à l'égalité forceront l'entrée des femmes dans la direction des grandes institutions financières du Québec.

Par ailleurs, la faible représentation des femmes dans la structure syndicale nous semble assez contradictoire. En effet, les bureaux de condition féminine des grandes centrales syndicales luttent avec vigueur pour assurer la progression et l'égalité professionnelle des femmes au sein des entreprises privées et publiques. En conformité avec cette même logique, il semble essentiel que les femmes puissent enfin occuper la place qui leur revient dans les structures du pouvoir syndical, surtout quand elles en constituent la base principale.

Si, au cours des années 80, la progression des femmes dans les postes de pouvoir n'est pas encore très visible dans les "chiffres", nous croyons qu'il y a là, cependant, un mouvement de fond irréversible qu'il faudra suivre avec vigilance et accélérer au besoin. L'action des groupes de femmes doit être poursuivie et soutenue afin de forcer l'attention des responsables gouvernementaux et des dirigeants économiques et sociaux sur cette question. Le Conseil du statut de la femme se propose également d'accorder une attention particulière à la promotion ainsi qu'à la progression des femmes dans les postes de pouvoir au

cours des prochaines années. Il compte également veiller à l'efficacité réelle des programmes d'accès à l'égalité pour favoriser une meilleure pénétration des femmes dans les postes de commande de la société québécoise. C'est une question à suivre, une question de justice et d'égalité autant que de pouvoir!

NOTES

1. Sylvie PAQUEROT. Femmes et pouvoir, Conseil du statut de la femme, Service de la recherche, Québec, mai 1983, 102 p.

2. "Le vote des femmes : une question de temps", Municipalités, Édition spéciale, avril 1984, p. 14.

3. Voir le tableau 1.1.

4. Ibid.

5. Voir le tableau 1.2.

6. Voir le tableau 1.3.

7. Voir le tableau 1.4.

8. Voir le tableau 2.1.

9. Les grades administratifs de la fonction publique québécoise sont par ordre croissant de 05 à 01.

10. Voir le tableau 2.1.

11. Voir le tableau 2.4.

12. Voir le tableau 2.6.

13. Voir le tableau 2.5.

14. Il s'agit des centres locaux de services communautaires (CLSC), des centres hospitaliers (CH), des centres d'accueil (CA), des centres de services sociaux (CSS) et des conseils régionaux de services sociaux et de santé (CRSSS).

15. Voir le tableau 2.7.

16. Les régions socio-sanitaires couvrent sensiblement les mêmes territoires que ceux des régions administratives.

17. Voir les tableaux 3.1, 3.5, 3.6 et 3.8.

18. Voir le tableau 3.1.

19. Voir le tableau 3.2.

20. CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION. La situation des femmes dans le système d'enseignement : une double perspective, 1984, p. 30.

21. MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION. Portrait statistique du personnel des commissions scolaires, Gouvernement du Québec, Québec, 1987.

22. Voir le graphique 2.

23. Voir le tableau 3.5.

24. Ibid.

25. Voir les graphiques 8 et 9.

26. Voir le tableau 3.6.

27. Voir le tableau 3.8.

28. Voir le graphique 12.

29. Voir le tableau 3.7.

30. Voir le tableau 3.8.

31. Voir les tableaux 3.1 et 3.2.

32. Voir les tableaux 3.3, 3.4 et 3.5.

33. Voir les tableaux 3.6, 3.7 et 3.8.

34. MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Les entreprises au Québec, Description statistique comparative, Direction de l'entrepreneurship au féminin, Québec, décembre 1986, 26 p.

35. Voir le graphique 13.

36. Voir les graphiques 14 et 15.

37. Voir les graphiques 16 et 17.

38. Voir le graphique 21.

39. Voir les graphiques 19 et 20.

40. Chiffres recueillis dans le 169e Rapport annuel de la Banque de Montréal, 1986.

41. Voir le tableau 4.1.

42. Chiffres recueillis dans le Rapport annuel de la Banque Royale du Canada, 1986.

43. Voir le tableau 4.1.

44. Voir le tableau 4.2.

45. Voir le tableau 4.1.

46. Idem.

47. La FTQ est à faire une réévaluation de tous ses membres. Quant à la CSN, les données n'étaient pas disponibles pour 1986-87.

48. Données recueillies auprès de Sylvie Paquerot, SFPQ, 1987.

49. Données recueillies auprès de Lise Courcelles, SPGQ, 1987.

50. Données recueillies auprès de Claire Leduc, CEQ, 1987.

51. Voir les graphiques 13 et 15.

52. Voir les graphiques 16, 17 et 20.

53. Voir les tableaux 4.1, 4.2, 4.3, 4.4 et 4.5.

54. Voir le tableau 1.1.

55. Voir le tableau 1.2.

56. Voir le tableau 2.1.

57. Voir le tableau 2.3.

58. Voir le tableau 2.5.

59. Voir le tableau 3.2.

60. Voir les tableaux 3.3 et 3.4.

61. Voir les tableaux 3.7 et 3.8.

62. Voir le graphique 13.

63. Voir les tableaux 4.1 à 4.5.

64. Voir à ce sujet l'étude publiée par le CSF : Les groupes de femmes du Québec en 1985; champs d'intervention, structures et moyens d'action, Françoise-Romaine Ouellette, 1986.

BIBLIOGRAPHIE

ASSOCIATION FÉMININE D'ÉDUCATION ET D'ACTION SOCIALE. Comment prendre sa place en politique, Montréal, L'Association, juin 1986, 47 p.

AUBERT, Nicole. Le pouvoir usurpé? Femmes et hommes dans l'entreprise, Paris, Laffont, 1982, 368 p.

BANQUE DE MONTRÉAL. 169e rapport annuel, Montréal, 1986.

BANQUE ROYALE DU CANADA. Rapport annuel, Montréal, 1986.

BEAULIEU, Carole. "La Chambre de commerce de Montréal crée une banque informatisée de ressources féminines", Le Devoir, Montréal, 4 septembre 1986, p. 4.

BISSON, Louise. Le salaire a-t-il un sexe ? Les inégalités de revenus entre les femmes et les hommes au Québec, Conseil du statut de la femme, Québec, Les Publications du Québec, mars 1987, 90 p.

BOURASSA, Hélène. "Les affaires municipales se féminisent", La Gazette des femmes, vol. 5, n° 1, mai-juin 1983, p. 2.

CAMPEAU, Nicole. "Prendre le pouvoir... municipal", La Gazette des femmes, septembre 1982, p. 9 à 12.

CAOUETTE, Marie. "Une entreprise manufacturière sur 5 appartient à une femme", Le Soleil, Québec, 28 janvier 1986.

CARON, Madone. "Le pouvoir des femmes", Révoltes, n° 6, automne 1986, p. 12-13.

CENTRALE DE L'ENSEIGNEMENT DU QUÉBEC. La participation syndicale des membres féminins de la CEQ, Québec, mars 1977, 48 p.

CHAREST, Chantal. "L'AFÉAS et le pouvoir politique", Communiqu'Elles, janvier 1987, p. 14.

CHAREST, Chantal et al. "Élections municipales 1986 Montréal/Les candidates", Communiqu'Elles, vol. 12, n° 6, novembre 1986, 58 p.

CHARZAT, Gisèle. Femmes, violence, pouvoir, Paris, Jean-Claude Simoën, 1980, 267 p.

CHÉNIER, Claudette et al. "Le pouvoir", Femmes d'action, vol. 16, n° 3, février-mars 1987.

CLOUTIER, Lynda. "Élections fédérales : deux fois plus de femmes", La Gazette des femmes, vol. 6, n° 4, novembre-décembre 1984, p. 13.

CLOUTIER, Lynda. "De femme d'agriculteur à agricultrice", La Gazette des femmes, vol. 5, n° 1, mai-juin 1983, p. 30.

COHEN, Yolande. Femmes et politique, Montréal, Le Jour, 1981, 227 p.

COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE. Rapport annuel 1985, Ottawa, Canada, 1986.

CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS NATIONAUX. Les femmes à la CSN n'ont pas les moyens de reculer, (4e rapport du Comité de la condition féminine CSN), Montréal, Congrès de mai 1982, 107 p.

CONSEIL CONSULTATIF CANADIEN SUR LA SITUATION DE LA FEMME. Participer au pouvoir, Ottawa, Le Conseil, 34 p.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION. La situation des femmes dans le système d'enseignement : une double perspective, Québec, 1984, 41 p.

COULON, Jocelyn. "Rapport de la Commission de la fonction publique, Ottawa : l'accession des femmes aux postes de gestion continue de s'effectuer à pas de tortue", Le Devoir, Montréal, 7 mai 1986.

COURCELLES, Lise. "Les femmes dans la politique municipale : l'expérience d'une certaine élite", Municipalité, octobre 1983, p. 23 à 25.

COURCELLES, Lise et al. "Les femmes et le pouvoir", Mouvements, printemps 1985, p. 17 à 36.

DAGENAIS, Huguette. "Les femmes et le pouvoir", Cahiers de la femme, vol. 11, n° 2, 1980, p. 53 à 56.

DEPATIE, Francine. La participation politique des femmes du Québec, Ottawa, 1972, 166 p.

DE SÈVE, Micheline. Tant d'amarres à larguer : une analyse des pratiques du mouvement des femmes, Montréal, 1983, 23 p.

DUBUC, Alain. "La montée des femmes d'affaires", La Presse, Montréal, 4 septembre 1986.

FÉDÉRATION DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES DU QUÉBEC. Le combat syndical et les femmes, (14e Congrès de la Fédération des travailleurs du Québec), Montréal, décembre 1975, 47 p.

FÉDÉRATION DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES DU QUÉBEC. Plus jamais sans nous, Montréal, Journée internationale des femmes, 8 mars 1986.

FEMMES REGROUPÉES POUR L'ACCESSIBILITÉ AU POUVOIR POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE. Discours de madame Danielle Debbas, Montréal, présenté le 10 novembre 1986.

FRENCH, Marilyn. "Les femmes et le pouvoir", conférence prononcée à l'Université du Québec à Montréal, le 11 novembre 1980.

GAUTHIER, Gilles. "De plus en plus de femmes à la tête des entreprises", La Presse, Montréal, 23 mars 1986, p. D.4.

GIROUX, Nicole. "La participation des femmes aux conseils d'administration des coopératives au Québec", Gestion, vol. 11, n° 2, avril 1986, p. 57 à 60.

GUILLAUMIN, Colette. "Prodigue du pouvoir et idée de Nature, 1- L'appropriation des femmes", Questions féministes, n° 2, février 1978, p. 5 à 30.

GUILLAUMIN, Colette. "Pratique du pouvoir et idée de Nature, 2- Le discours de la Nature", Questions féministes, n° 3, mai 1978, p. 5 à 28.

LEMIEUX-B., Louise. "Pauline Marois : être là pour provoquer des changements", La Gazette des femmes, vol. 3, n° 3, septembre 1981, p. 8-10.

LEMENU, François. "Les guichets sont fermés à la syndicalisation", Le Devoir économique, Montréal, p. 41 à 44.

LESAGE, Gilles. "18 femmes chez les hommes...", Le Devoir, Montréal, 7 décembre 1985, p. 10.

L'INTERSYNDICALE DES FEMMES. On vit pas d'amour et d'eau fraîche, Journée internationale des femmes, Montréal, 8 mars 1986, 23 p.

MENTHON, Sophie de. Femme d'affaires et affaires de femmes, Paris, J.C. Lattès, 1983, 219 p.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES. Répertoire des municipalités du Québec, Québec, 1986.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION. Portrait statistique du personnel des commissions scolaires, Québec, 1987.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA SCIENCE. Portrait statistique du personnel des cégeps et des universités, Québec, 1987.

MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE. Présence des femmes et des hommes dans la fonction publique du Québec, Québec, vol. 6, 1984, 104 p.

MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE. Présence des femmes et des hommes dans la fonction publique du Québec, Québec, vol. 7, 1985, 183 p.

MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE. Présence des femmes et des hommes dans la fonction publique du Québec, Québec, vol. 8, 1986, 49 p.

PAQUEROT, Sylvie. Femmes et pouvoir, Conseil du statut de la femme, Québec, 1983, 102 p.

PAYETTE, Lise. Le pouvoir? Connais pas!, Montréal, Québec Amérique, 1982, 212 p.

REVUE DE LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE SCIENCE POLITIQUE. Femmes et pouvoir, Montréal, n° 5, hiver 1984, 170 p.

RHÉAUME, Charles. ""Superwoman" change son plan de vol", Magazine MBA, octobre 1986, p. 33.

RICHER, Jocelyne. "Se lancer en affaires : une affaire de femme aussi", La Gazette des femmes, vol. 6, n° 5, janvier-février 1985, p. 7.

ROBITAILLE, Louis-Bernard. "Une femme à la CSN", Madame au foyer, juillet-août 1984, p. 29 à 36.

ROWAN, Renée. "Au Québec, 72 femmes sont en lice dans 42 circonscriptions", Le Devoir, Montréal, 27 août 1984, p. 16.

ROY, Monique. "Elles ont osé", La Gazette des femmes, vol. 1, n° 4, mars 1980, p. 21-22.

SARRASIN, Hélène et Hélène LÉVESQUE. "Le pouvoir au quotidien", La Vie en rose, Montréal, octobre 1986, p. 22-23.

SIMARD, Carolle. L'administration contre les femmes, Montréal, Boréal Express, 1983, 168 p.

STATISTIQUE CANADA. La population active : l'évolution professionnelle des femmes au Canada, 1976 à 1985, Ottawa, catalogue n° 71-001, Gouvernement du Canada, octobre 1986, 152 p.

STATISTIQUE CANADA. La population active, moyennes annuelles 1986, Ottawa, catalogue n° 71-001, décembre 1986, 194 p.

TARDY, Évelyne. La politique, un monde d'hommes? Une étude sur les mairesses au Québec en 1980, Montréal, éd. HMH, 1982, 113 p.

TREMBLAY, Odile. "Prendre son pouvoir", La Gazette des femmes, vol. 5, n° 6, mars-avril 1984, p. 10.

TURGEON, Pierre. "Le pouvoir elle connaît!", L'Actualité, Montréal, août 1986, p. 24 à 32.

VIENNOT, Éliane. "De plus en plus elles sont patronnes", Fermières, avril-mai 1986, p. 16.

VIENNOT, Éliane. "Féminisme et partis politiques : une greffe impossible", Nouvelles questions féministes, n° 2, 1981, p. 35 à 46.

VIENNOT, Éliane. "Le vote des femmes : une question de temps", Municipalités, édition spéciale, 1984.

Annexe I

Tableaux

Tableau 1.1 Député-es élu-es à l'Assemblée nationale du Québec et à la Chambre des communes d'Ottawa et nombre de ministres, tableau comparatif, 1983 et 1986

Catégories	Assemblée nationale (Québec)							Chambre des communes (Ottawa)						
	1983			1986			Croissance du taux de féminité 1983-86 %	1983			1986			Croissance du taux de féminité 1983-86 %
	Femmes N	%	Total N	Femmes N	%	Total N		Femmes N	%	Total N	Femmes N	%	Total N	
Député-es	10	8,2	122* sièges	18	14,8	122 sièges	78,3	16	5,7	282 sièges	27	9,6	282 sièges	68,4
Ministres (incluant le Premier ministre)	2	7,7	26	4	14,3	28	85,7	3	9,3	32	5	12,5	45	34,4

* Il y avait un siège vacant pendant cette session.

Sources : 1983 - Sylvie PAQUEROT. Femmes et pouvoir, CSF, Québec, 1983, p. 10.
Index du Journal des débats du Québec, session du 23 mars 1983 au 20 juin 1984.
1986 - Répertoire téléphonique, Gouvernement du Canada, 1986.
Répertoire téléphonique, Gouvernement du Québec, 1986.

Tableau 1.2 Représentation féminine au sein des postes d'élu-es municipaux au Québec, tableau comparatif, 1982 et 1986

Catégories	1982 (sept.)			1986 (août)			Croissance du taux de féminité 1982-86
	Femmes N	%	Total N	Femmes N	%	Total N	%
Maire-sses	40	2,4	1 658	60	4,0	1 500	66,7
Conseiller-ères	615	7,5	8 200	864	9,5	9 138	26,7

Sources : 1982 - Sylvie PAQUEROT. Femmes et pouvoir, CSF, Québec, 1983, p. 28.
1986 - Chiffres fournis par le ministère des Affaires municipales.

Tableau 1.3 Répartition des postes de maire et de mairesse selon le sexe et selon les classes de population des municipalités, Québec, décembre 1985

Classe de population	Hommes		Femmes		Total
	N	%	N	%	N
0 à 999	751	95,7	32	4,1	785*
1 000 à 2 999	495	95,9	20	3,9	516*
3 000 à 4 999	118	95,9	5	4,1	123
5 000 à 9 999	86	97,7	2	2,3	88
10 000 à 19 999	44	95,6	2	4,4	46
20 000 à 49 999	31	96,9	1	3,1	32
50 000 à 99 999	14	87,5	2	12,5	16
100 000 et plus	4	100,0	0	0,0	4
Total	1 543	95,8	64	4,0	1 610*

* Le total est plus élevé que la somme des hommes et des femmes parce que trois municipalités n'ont pas d'organisation municipale.

Source : MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES. Répertoire des municipalités du Québec, édition 1986.

Tableau 1.4 Répartition des postes de maire et de mairesse selon le sexe et selon les régions administratives, Québec, décembre 1985

Région administrative	Hommes		Femmes		Total
	N	%	N	%	N
01 Bas St-Laurent-Gaspésie	141	95,3	7	4,7	148
02 Saguenay-Lac-St-Jean	68	94,4	4	5,6	72
03 Québec*	357	96,0	15	4,0	372
04 Trois-Rivières	172	96,1	7	3,9	179
05 Estrie	102	97,1	3	2,9	105
06 Montréal*	440	96,7	15	3,3	455
07 Outaouais	88	97,8	2	2,2	90
08 Abitibi-Témiscamingue	104	95,4	5	4,6	109
09 Côte-Nord*	39	86,7	6	13,3	45
10 Nouveau-Québec	32	100,0	0	0,0	32
Total	1 543	96,0	64	4,0	1 607

* Les municipalités de Notre-Dame-des-Anges, St-Benoit-du-Lac et de Gagnon ne sont pas incluses dans le total parce qu'elles ne possèdent aucune organisation municipale.

Source : MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES. Répertoire des municipalités du Québec, édition 1986.

Tableau 2.1 Représentation féminine dans les emplois supérieurs de la fonction publique du Québec, tableau comparatif, 1982, 1985 et 1986

Catégories*	1982 (au 31 mars)			1985 (au 31 mars)			1986 (au 31 mars)		
	Femmes N	%	Total N	Femmes N	%	Total N	Femmes N	%	Total N
Administrateur 01	0	0,0	60	3	5,1	58	2	4,4	45
Administrateur 02	3	1,1	268	4	1,5	262	4	1,5	266
Administrateur 03	9	2,0	445	18	3,6	507	20	3,8	521
Administrateur 04	37	3,7	1 005	74	6,4	1 148	93	7,9	1 177
Administrateur 05	38	4,8	788	47	7,6	620	51	9,3	549
Haute direction	51	12,4	410	71	15,9	447	79	16,6	476
Total	138	4,6	2 976	217	7,1	3 042	249	8,2	3 034

* Comprend les effectifs réguliers assujettis et non assujettis à la Loi sur la fonction publique.

Sources : 1982 - Sylvie PAQUEROT. Femmes et pouvoir, CSF, Québec, 1983, p. 79.
1985-86 - OFFICE DES RESSOURCES HUMAINES. Présence des femmes et des hommes dans la Fonction publique du Québec, vol. 7, 1985 et vol. 8, 1986.

Tableau 2.2 Représentation féminine dans les emplois de la haute direction de la fonction publique du Québec, tableau comparatif, 1982, 1985 et 1986

Catégories	1982 (mars)			1985 (mars)			1986 (mars)		
	Femmes N	%	Total N	Femmes N	%	Total N	Femmes N	%	Total N
Sous-ministre	1	3,6	28	4	14,3	28	3	11,5	26
Sous-ministres associés	2	8,0	25	3	12,0	25	3	10,3	29
Sous-ministres adjoints	3	3,7	81	7	7,8	90	8	8,2	97
Dirigeant-es d'organismes	8	12,7	63	5	9,1	55	6	9,8	61
Membres de direction	37	17,4	213	52	20,9	249	59	22,4	263
Total	51	12,4	410	71	15,9	447	79	16,6	476

Sources : 1982 - Sylvie PAQUEROT. Femmes et pouvoir, CSF, Québec, 1983, p. 79.
1985-86 - OFFICE DES RESSOURCES HUMAINES. Présence des femmes et des hommes dans la Fonction publique du Québec, vol. 7, 1985 et vol. 8, 1986.

Tableau 2.3 Représentation féminine dans le personnel de la gérance intermédiaire et des cadres supérieurs de la fonction publique du Québec, tableau comparatif, 1982, 1985 et 1986

Catégories	1982			1985			Croissance du taux de féminité 1982-85	1986			Croissance du taux de féminité 1985-86	Croissance du taux de féminité 1982-86
	Femmes N	%	Total N	Femmes N	%	Total N	%	Femmes N	%	Total N	%	%
Gérance intermédiaire[1]	411	14,5	2 836	357	14,2	2 520	(2,1)	325	13,5	2 403	(4,9)	(6,9)
Cadres supérieurs[2]	87	3,4	2 566	146	5,6	2 595	64,7	170	6,6	2 558	17,9	94,1
Total	498	9,2	5 402	503	9,8	5 115	6,5	495	10,0	4 961	2,0	8,7

1. Comprend le personnel de direction des agents de la paix, les agents de maîtrise du personnel de bureau, des techniciens et autres fonctionnaires, le personnel de maîtrise des ouvriers et le personnel de direction des greffes et des bureaux d'enregistrement.

2. Comprend les postes d'administrateur 01, 02, 03, 04 et 05.

Source : OFFICE DES RESSOURCES HUMAINES. Présence des femmes et des hommes dans la Fonction publique du Québec, vol. 4, 1982, vol. 7, 1985 et vol. 8, 1986.

Tableau 2.4 Représentation féminine dans les emplois supérieurs* des organismes gouvernementaux et ministères, tableau comparatif, 1982, 1985 et 1986

Fonction publique québécoise

Organismes ou ministères	1982 (mars)			1985 (mars)			1986 (mars)			Croissance du taux de féminité 1985-86
	Femmes N	%	Total N	Femmes N	%	Total N	Femmes N	%	Total N	%
Affaires culturelles	10	14,5	69	10	14,3	70	12	17,7	68	23,8
Commerce extérieur et Développement technologique	-	-	-	1	4,4	23	2	8,0	25	81,8
Relations internationales[1]	1	0,1	78	4	5,1	79	6	8,8	68	72,5
Affaires municipales	9	9,7	93	3	6,8	44	4	7,8	51	14,7
Santé et Services sociaux	8	6,4	124	11	9,8	112	11	10,5	105	7,1
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	1	0,8	129	2	1,7	118	2	1,8	114	5,9
Assemblée nationale	1	1,8	56	2	5,7	5	3	9,7	31	17,5
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurance	0	0,0	19	0	0,0	22	0	0,0	28	0,0
Commission d'accès à l'information	-	-	-	1	33,3	3	1	33,3	3	0,0
Commission d'appel en matière de lésions professionnelles	-	-	-	-	-	-	0	0,0	1	-
Commission des affaires sociales	-	-	-	1	20,0	5	1	20,0	5	0,0
Commission de la fonction publique du Québec	1	8,3	12	0	0,0	7	0	0,0	7	(100,0)

Tableau 2.4 Représentation féminine dans les emplois supérieurs* des organismes gouvernementaux et ministères, tableau comparatif 1982, 1985 et 1986 (suite)

Fonction publique québécoise

Organismes ou ministères	1982 (mars)			1985 (mars)			1986 (mars)			Croissance du taux de féminité 1985-86
	Femmes N	%	Total N	Femmes N	%	Total N	Femmes N	%	Total N	%
Commission de protection du territoire agricole du Québec	1	11,1	9	0	0,0	5	0	0,0	5	0,0
Commission de protection de la langue française	-	-	-	0	0,0	3	0	0,0	3	0,0
Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec	3	2,6	114	11	8,9	124	15	11,9	126	33,7
Commission des normes du travail	0	0,0	21	1	5,9	17	1	6,3	16	6,8
Commission des transports du Québec	2	6,5	31	1	5,6	18	1	6,3	16	12,5
Communautés culturelles et Immigration	3	10,0	30	3	12,5	24	6	21,4	28	71,2
Commission des valeurs mobilières du Québec	-	-	-	1	9,1	11	2	15,4	13	69,2
Communications	8	12,0	67	4	6,5	62	6	8,8	68	35,4
Conseil de la langue française	0	0,0	6	0	0,0	5	0	0,0	6	0,0
Conseil du statut de la femme	5	100,0	5	5	100,0	5	5	100,0	5	0,0
Conseil du trésor	3	7,9	38	4	7,8	51	2	4,3	47	(44,9)
Conseil exécutif	3	3,1	97	9	11,4	79	9	11,3	80	(0,9)

Tableau 2.4 Représentation féminine dans les emplois supérieurs* des organismes gouvernementaux et ministères, tableau comparatif, 1982, 1985 et 1986 (suite)

Fonction publique québécoise

Organismes ou ministères	1982 (mars)			1985 (mars)			1986 (mars)			Croissance du taux de féminité 1985-86 %
	Femmes N	%	Total N	Femmes N	%	Total N	Femmes N	%	Total N	
Curateur public du Québec	-	-	-	0	0,0	7	0	0,0	7	0,0
Directeur général des élections	2	22,2	9	2	15,4	13	3	20,0	15	29,9
Éducation	6	3,1	192	11	6,2	179	8	6,7	120	8,1
Énergie et Ressources	0	0,0	132	2	1,4	139	4	3,1	131	121,4
Enseignement supérieur et Science	-	-	-	2	13,3	15	4	7,0	57	(45,1)
Environnement	1	1,6	64	2	3,1	64	2	3,1	64	0,0
Financement des partis politiques	2	1,6	7	-	-	-	-	-	-	-
Financement forestier	0	0,0	3	0	0,0	2	0	0,0	2	0,0
Finances	0	0,0	70	2	2,0	102	2	2,0	99	0,0
Fonction publique	2	2,2	89	-	-	-	-	-	-	-
Habitation et Protection du consommateur	0	0,0	1	1	3,9	26	1	3,7	27	(20,0)
Industrie et Commerce	0	0,0	89	7	6,9	101	6	6,9	87	0,0
Inspecteur général des institutions financières[2]	1	2,0	50	0	0,0	30	0	0,0	30	0,0

Tableau 2.4 Représentation féminine dans les emplois supérieurs* des organismes gouvernementaux et ministères, tableau comparatif, 1982, 1985 et 1986 (suite)

Fonction publique québécoise

Organismes ou ministères	1982 (mars)			1985 (mars)			1986 (mars)			Croissance du taux de féminité 1985-86 %
	Femmes N	%	Total N	Femmes N	%	Total N	Femmes N	%	Total N	
Justice	16	8,5	188	14	8,2	170	15	8,8	171	7,3
Loisir, Chasse et Pêche	0	0,0	71	4	5,2	77	4	5,3	76	1,9
Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu	15	10,2	147	10	12,4	81	9	10,5	86	(15,3)
Office de la langue française	2	6,1	33	2	8,0	25	2	7,7	26	(3,8)
Office de planification et de développement du Québec	1	2,3	43	0	0,0	29	0	0,0	27	0,0
Office de protection du consommateur	3	27,3	11	3	23,1	13	1	8,3	12	(64,1)
Office des autoroutes	0	0,0	8	-	-	-	-	-	-	-
Office des personnes handicapées du Québec	1	25,0	4	0	0,0	4	2	20,0	10	- -
Office des professions	0	0,0	7	0	0,0	4	0	0,0	4	0,0
Offices des ressources humaines	-	-	-	2	1,6	65	3	5,1	59	218,8
Office des services de garde à l'enfance	2	66,7	3	3	75,0	4	4	80,0	5	6,7
Office du crédit agricole	1	3,4	29	1	4,6	22	1	4,4	23	(4,3)
Office du recrutement	4	17,4	23	-	-	-	-	-	-	-

Tableau 2.4 Représentation féminine dans les emplois supérieurs* des organismes gouvernementaux et ministères, tableau comparatif, 1982, 1985 et 1986 (suite)

Fonction publique québécoise

Organismes ou ministères	1982 (mars)			1985 (mars)			1986 (mars)			Croissance du taux de féminité 1985-86 %
	Femmes N	%	Total N	Femmes N	%	Total N	Femmes N	%	Total N	
Régie de l'assurance automobile du Québec	5	13,9	36	6	10,7	56	4	7,3	55	(31,8)
Régie de l'assurance-maladie du Québec	2	4,3	47	3	6,0	50	5	9,8	51	63,3
Régie des assurances agricoles du Québec	0	0,0	12	0	0,0	15	0	0,0	13	0,0
Régie des entreprises de construction du Québec	0	0,0	10	0	0,0	8	0	0,0	6	0,0
Régie des grains du Québec	-	-	-	0	0,0	2	0	0,0	2	0,0
Régie des rentes du Québec	0	0,0	27	3	10,0	30	3	10,3	29	3,0
Régie des services publics	0	0,0	14	0	0,0	6	0	0,0	5	0,0
Régie du logement	11	29,0	38	1	10,0	10	1	10,0	10	0,0
Revenu	1	0,7	150	4	2,6	157	5	3,3	152	26,9
Service des achats du gouvernement	-	-	-	0	0,0	14	0	0,0	15	0,0
Société d'habitation du Québec	0	0,0	24	0	0,0	33	0	0,0	33	0,0
Sûreté du Québec	0	0,0	11	0	0,0	15	0	0,0	13	0,0
Tourisme[3]	-	-	-	-	-	-	2	10,5	19	-

Tableau 2.4 Représentation féminine dans les emplois supérieurs* des organismes gouvernementaux et ministères, tableau comparatif, 1982, 1985 et 1986 (suite et fin)

Fonction publique québécoise

Organismes ou ministères	1982 (mars)			1985 (mars)			1986 (mars)			Croissance du taux de féminité 1985-86 %
	Femmes N	%	Total N	Femmes N	%	Total N	Femmes N	%	Total N	
Transports	1	0,4	250	2	0,8	240	4	1,6	246	100,0
Travail[4]	-	-	-	0	0,0	27	2	7,1	28	- -
Travaux publics	0	0,0	83	-	-	-	-	-	-	-
Vérificateur général du Québec	-	-	-	0	0,0	23	1	4,2	24	- -
Total	138	4,6	2 973	161	5,8	2 780	187	6,8	2 758	17,2

* Ne comprend que le personnel assujetti à la Loi sur la fonction publique pour les années 1985 et 1986. Pour 1982, les données concernent le personnel assujetti et non assujetti à la loi. Pour cette raison, les taux de croissance n'ont pas été calculés pour les périodes 1982-85 et 1982-86.

1. En 1982, ce ministère était celui des Affaires intergouvernementales.
2. En 1982, ce ministère était celui des Institutions financières et Coopératives.
3. En 1982 et 1985, le volet tourisme faisait partie du ministère de l'Industrie et du Commerce.
4. En 1982, le volet travail faisait partie du ministère de la Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu.

- - N'ayant pas lieu de figurer.

Sources : 1982 - Sylvie PAQUEROT. Femmes et pouvoir, CSF, Québec, 1983, p. 81-82.
1985-86 - MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE. Présence des femmes et des hommes dans la Fonction publique du Québec, vol. 7, 1985 et vol. 8, 1986.

Tableau 2.5 Représentation féminine au sein des conseils d'administration et du personnel cadre dans quelques sociétés d'Etat au Québec, 1983 et 1986

Sociétés d'État	Conseil d'administration 1983			Conseil d'administration 1986			Croissance du taux de féminité 1983-86	Personnel cadre 1986		
	Femmes N	%	Total N	Femmes N	%	Total N	%	Femmes N	%	Total N
Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche (AQVIR)	-	-	-	0	0,0	8	-	1	14,3	7
Caisse de dépôt et placement du Québec	0	0,0	10	0	0,0	11	0,0	4	2,1	193
Centre de recherche industrielle du Québec (CRIQ)	-	-	-	1	12,5	8	-	0	0,0	18
Hydro-Québec	1	11,1	9	3	17,6	17	58,6	82	4,4	1 861
Régie des installations olympiques (RIO)	1	14,3	7	1	14,3	7	0,0	4	11,8	34
SIDBEC	0	0,0	13	1	7,7	13	- -	non disponible		
Société générale de financement (SGF)	1	7,7	13	1	7,7	13	0,0	non disponible		
Société nationale de l'amiante (SNA)	0	0,0	11	0	0,0	8	0,0	0	0,0	4
Société québécoise d'initiatives pétrolières (SOQUIP)	0	0,0	5	1	9,1	11	- -	1	6,7	15
Société québécoise d'exploration minière (SOQUEM)	-	-	-	1	10,0	10	-	4	15,4	26
Société de récupération d'exploitation et de développement forestier (REXFOR)	1	12,5	8	1	12,5	8	0,0	1	4,0	25
Société québécoise des transports (SQT)	-	-	-	1	11,1	9	-	0	0,0	5
Société des établissements de plein air du Québec (SEPAQ)	-	-	-	2	28,6	7	-	1	11,1	9
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires (SOQUIA)	0	0,0	5	3	50,0	6	- -	0	0,0	3
Société d'habitation du Québec (SHQ)	-	-	-	0	0,0	3	-	0	0,0	34
Société des traversiers du Québec (STQ)	0	0,0	5	1	20,0	5	- -	1	25,0	4

Tableau 2.5 Représentation féminine au sein des conseils d'administration et du personnel cadre dans quelques sociétés d'Etat au Québec, 1983 et 1986 (suite et fin)

Sociétés d'État	Conseil d'administration 1983			Conseil d'administration 1986			Croissance du taux de féminité	Personnel cadre 1986		
	Femmes N	%	Total N	Femmes N	%	Total N	1983-86 %	Femmes N	%	Total N
Société du Grand Théâtre de Québec	4	44,4	9	2	25,0	8	(43,7)	0	0,0	8
Société Interport de Québec	-	-	-	0	0,0	13	-	1	20,0	5
Société de développement corporatif (SDC)	-	-	-	2	18,2	11	-	0	0,0	2
Société de développement industriel (SDI)	1	4,5	22	1	6,7	15	48,9	1	5,0	20
Société de développement des industries de la culture et des communications (SODICC)	1	33,3	3	2	22,2	9	(33,3)	0	0,0	4
Société de radio-télévision du Québec (Radio-Québec)	6	28,5	21	5	41,7	12	46,3	7	17,9	39
Société immobilière du Québec (SIQ)	-	-	-	2	22,2	9	-	4	3,1	131*
Société des alcools du Québec (SAQ)	1	14,3	7	3	30,0	10	109,8	24	4,8	504
Total	17	11,5	148	34	14,7	231	27,8	136	4,6	2 951

- - N'ayant pas lieu de figurer.

* Le personnel cadre pour la SIQ comprend :

	Total N	Femmes N
agents de maîtrise	26	3
contremaîtres	42	0
cadres	58	1
vice-président, PDG	5	0
Total	131	4

Sources : 1983 - Sylvie PAQUEROT. Femmes et pouvoir, CSF, Québec, 1983, p. 83.
1986 - Les chiffres ont été recueillis auprès des sociétés d'Etat par téléphone en janvier 1987.

Tableau 2.6 Représentation féminine dans la magistrature québécoise, tableau comparatif, 1983 et 1986

Catégories	1983 (mai)			1986 (juin)			Croissance du taux de féminité 1983-86 %
	Femmes N	%	Total N	Femmes N	%	Total N	
Cour d'appel	1	6,3	16	1	6,3	16	0,0
Cour supérieure	6	5,1	118	8	6,7	120	31,4
Cour provinciale	2	1,6	126	7	4,4	160	175,0
Cour des sessions de la paix	1	1,4	71	2	2,8	72	100,0
Tribunal de la jeunesse	3	8,3	26	8	18,6	43	124,1
Cours municipales Montréal-Québec-Laval	Non disponible			2	11,1	18	-
Cours municipales de la province de Québec (6 cours)	Non disponible			4	2,9	136	-
Total	13	3,5	367	32	5,7	565	62,9

Sources : 1983 - Sylvie PAQUEROT. Femmes et pouvoir, CSF, Québec, 1983, p. 80.
1986 - Données fournies par Me Christiane Coulombe du ministère de la Justice du Québec. Janvier 1987.

Tableau 2.7 Représentation féminine sur les conseils d'administration des organismes décentralisés du ministère de la Santé et des Services sociaux (CRSSS, CLSC, CH, CA, CSS), tableau comparatif, 1983 et 1987

Régions socio-sanitaires*		1983			1987			Croissance du taux de féminité 1983-87 %
		Femmes N	%	Total N	Femmes N	%	Total N	
01	Bas St-Laurent-Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine	129	31,6	408	169	34,0	497	7,6
02	Saguenay-Lac-St-Jean	162	40,7	398	218	41,3	528	1,5
03	Québec	489	36,7	1 333	713	38,8	1 836	5,7
04	Trois-Rivières	145	34,7	418	268	39,6	676	14,1
05	Estrie	142	35,1	405	155	33,0	469	(6,0)
6A	Montréal	375	36,2	1 036	783	39,9	1 960	10,2
6B	Laurentides-Lanaudière	172	42,1	409	236	39,8	593	(5,5)
6C	Montérégie	368	39,8	925	440	41,7	1 055	(4,8)
07	Outaouais	111	42,2	263	174	41,6	418	(1,4)
08	Abitibi-Témiscamingue	94	30,9	304	117	35,3	331	14,2
09	Côte-Nord	77	35,8	215	84	36,8	228	2,8
10	Nouveau-Québec	non disponible			non disponible			non disponible
Total		2 264	37,0	6 114	3 357	39,1	8 591	5,7

* Les régions socio-sanitaires couvrent sensiblement les mêmes territoires que ceux des régions administratives.

Sources : 1983 - Sylvie PAQUEROT. Femmes et pouvoir, CSF, Québec, 1983, p. 84-85.
1987 - Chiffres recueillis auprès du ministère de la Santé et des Services sociaux. Janvier 1987.

Tableau 2.8 Répartition des employé-es de la fonction publique du Canada dans la catégorie de la gestion, selon le sexe, 1985

Catégories	Hommes		Femmes		Total
	N	%	N	%	N
Direction (EX)*	2 283	93,4	162	6,6	2 445
Gestion supérieure (SM)*	1 775	90,8	180	9,2	1 955
Total	4 058	92,2	342	7,8	4 400

* Voir tableau 2.9

Source : COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE DU CANADA. Rapport annuel 1985, Canada, 1986.

Tableau 2.9 Répartition détaillée des employé-es de la fonction publique du Canada dans la catégorie de la gestion, selon le sexe, 1984 et 1985

1984

Groupe et niveau	Hommes		Femmes		Total
	N	%	N	%	N
EX-5*	89	100,0	0	0,0	89
EX-4	196	93,3	14	6,7	210
EX-3	498	96,7	17	3,3	515
EX-2	612	93,7	41	6,3	653
EX-1	718	91,5	67	8,5	785
SX (non transposés)	6	100,0	0	0,0	6
SM	1 863	92,1	160	7,9	2 023
Total	3 982	93,0	299	7,0	4 281

1985

Groupe et niveau	Hommes		Femmes		Total
	N	%	N	%	N
EX-5*	86	98,9	1	1,1	87
EX-4	195	94,7	11	5,3	206
EX-3	443	95,5	21	4,5	464
EX-2	665	93,5	46	6,5	711
EX-1	894	91,5	83	8,5	977
SM	1 775	90,8	180	9,2	1 955
Total	4 058	92,2	342	7,8	4 400

* EX = groupe des cadres de direction
SM = groupe des cadres de gestion supérieure

Source : COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE DU CANADA. Rapport annuel 1985, Canada, 1986.

Tableau 2.10 Répartition des employé-es de la fonction publique du Canada dans la catégorie de la gestion, selon le sexe et le ministère, 1985

Ministères	Hommes		Femmes		Total
	N	%	N	%	N
Affaires des anciens combattants	28	87,5	4	12,5	32
Affaires extérieures	426	96,4	16	3,6	442
Affaires indiennes et du Nord canadien	147	92,5	12	7,5	159
Agence canadienne de développement international	108	92,3	9	7,7	117
Agriculture	198	97,1	6	2,9	204
Approvisionnements et services	207	95,4	10	4,6	217
Archives publiques du Canada	17	94,4	1	5,6	18
Bibliothèque nationale du Canada	3	37,5	5	62,5	8
Bureau canadien de la sécurité aérienne	6	100,0	0	0,0	6
Bureau de la coordonnatrice, situation de la femme	0	0,0	1	100,0	1
Bureau de l'administrateur de l'Office du transport du grain	3	100,0	0	0,0	3
Bureau des relations fédérales provinciales	21	84,0	4	16,0	25
Bureau du chef de cabinet du Gouverneur général	4	100,0	0	0,0	4
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale	1	100,0	0	0,0	1
Bureau du commissaire aux langues officielles	12	80,0	3	20,0	15
Bureau du conseil privé	43	63,3	20	31,7	63
Bureau du directeur général des élections	3	100,0	0	0,0	3
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée	4	100,0	0	0,0	4
Commission canadienne des droits de la personne	3	50,0	3	50,0	6

Tableau 2.10 Répartition des employé-es de la fonction publique du Canada dans la catégorie de la gestion, selon le sexe et le ministère, 1985 (suite)

Ministères	Hommes		Femmes		Total
	N	%	N	%	N
Commission canadienne des grains	6	100,0	0	0,0	6
Commission canadienne des pensions	3	75,0	1	25,0	4
Commission canadienne des transports	33	100,0	0	0,0	33
Commission d'appel de l'immigration	1	50,0	1	50,0	2
Commission de la Fonction publique	55	77,5	16	22,5	71
Commission des relations de travail dans la Fonction publique	11	100,0	0	0,0	11
Commission du tarif	2	100,0	0	0,0	2
Commission mixte internationale	3	100,0	0	0,0	3
Commission nationale des libérations conditionnelles	7	100,0	0	0,0	7
Communications	90	88,2	12	11,8	102
Conseil canadien des relations de travail	7	100,0	0	0,0	7
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	24	92,3	2	7,7	26
Conseil du trésor (Bureau du contrôleur général)	57	87,7	8	12,3	65
Conseil du trésor (Secrétariat)	137	79,7	35	20,3	172
Consommation et Corporations	70	88,6	9	11,4	79
Cour fédérale	1	100,0	0	0,0	1
Cour suprême	1	100,0	0	0,0	1
Défense nationale (civils)	138	99,3	1	0,7	139
Département des assurances	11	100,0	0	0,0	11
Emploi et Immigration	191	90,1	21	9,9	212
Énergie, Mines et Ressources	171	95,5	8	4,5	179

Tableau 2.10 Répartition des employé-es de la fonction publique du Canada dans la catégorie de la gestion, selon le sexe et le ministère, 1985 (suite et fin)

Ministères	Hommes		Femmes		Total
	N	%	N	%	N
Environnement	234	95,1	12	4,9	246
Expansion industrielle régionale	274	93,5	19	6,5	293
Finances	78	92,9	6	7,1	84
Gendarmerie royale du Canada (employés de la Fonction publique)	1	100,0	0	0,0	1
Investissement Canada	12	85,7	2	14,3	14
Justice	13	86,7	2	13,3	15
Musées nationaux du Canada	27	93,1	2	6,9	29
Office national de l'énergie	22	95,7	1	4,3	23
Pêches et Océans	139	96,5	5	3,5	144
Revenu national (Douanes et Accise)	104	94,5	6	5,5	110
Revenu national (Impôt)	113	94,2	7	5,8	120
Santé nationale et Bien-être social	129	87,2	19	12,8	148
Science et Technologie	27	87,1	4	12,9	31
Secrétariat d'État du Canada	47	82,5	10	17,5	57
Service correctionnel du Canada	67	91,8	6	8,2	73
Solliciteur général	28	93,3	2	6,7	30
Statistique Canada	76	88,4	10	11,6	86
Transports	264	96,4	10	3,6	274
Travail	31	79,5	8	20,5	39
Travaux publics	119	97,5	3	2,5	122
Total	4 058	92,2	342	7,8	4 400

Source : COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE DU CANADA. Rapport annuel 1985, Canada, 1986.

Tableau 2.11 Représentation féminine au sein des conseils d'administration de certaines sociétés d'État du gouvernement canadien, tableau comparatif, 1983, 1985 et février 1987

Sociétés d'État	1983			1985			Croissance du taux de féminité 1983-85	1987			Croissance du taux de féminité 1985-87	Croissance du taux de féminité 1983-87
	Femmes N	%	Total N	Femmes N	%	Total N	%	Femmes N	%	Total N	%	%
Air Canada	1	7,7	13	1	7,7	13	0,0	1	6,7	15	(13,0)	(13,0)
Banque fédérale de développement	0	0,0	13	1	6,7	15	- -	0	0,0	15	(100,0)	0,0
Canadien National	0	0,0	11	3	25,0	12	- -	3	30,0	10	20,0	- -
Pétro-Canada	1	6,7	15	1	7,1	14	6,0	1	7,1	14	0,0	6,0
Société Radio-Canada	0	0,0	11	5	38,5	13	- -	5	33,3	15	(13,5)	- -

- - N'ayant pas lieu de figurer.

Sources : 1983-85 - Charles RHÉAUME. ""Superwoman" change son plan de vol...", Magazine MBA, octobre 1986, p. 33.
1987 - Données recueillies auprès des sociétés d'Etat par téléphone - Février 1987.

Tableau 3.1 Représentation féminine au sein du personnel enseignant des commissions scolaires des secteurs primaire et secondaire, tableau comparatif, 1981-82 et 1985-86

(équivalent temps plein)

Secteurs	1981-82			1985-86			Croissance du taux de féminité 1981-82/ 1985-86
	Femmes N	%	Total N	Femmes N	%	Total N	%
Préscolaire	3 099	99,2	3 125	2 832	99,4	2 850	(0,2)
Primaire	17 102	88,7	19 279	25 148	84,4	29 811	(4,8)
Secondaire	8 641	40,8	21 179	10 829	37,9	28 539	(7,0)
Total	28 842	66,2	43 583	38 809	63,4	61 200	(4,2)

Sources : 1981-82 - CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION. La situation des femmes dans le système d'enseignement: double perspective, Québec, 1984,
1985-86 - MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION. Statistiques de l'Education. Préscolaire, Primaire, Secondaire, Edition de septembre 1987, Québec, 112 p.

Tableau 3.2 Répartition du personnel non enseignant des commissions scolaires des secteurs primaire et secondaire, selon le sexe, 1985-86

Catégories	Hommes		Femmes		Total
	N	%	N	%	N
Cadres	1 317	91,0	131	9,0	1 448
Direction d'écoles	2 772	75,5	901	24,5	3 673
Gérance	647	87,8	90	12,2	737
Professionnel-les	2 045	60,9	1 314	39,1	3 359
Soutien technique	995	48,5	1 057	51,5	2 052
Soutien administratif	915	11,8	6 846	88,2	7 761
Soutien paratechnique	508	55,3	410	44,7	918
Ouvriers, ouvrières	1 267	99,7	4	0,3	1 271
Entretien et service	4 830	87,3	702	12,7	5 532
Total	15 296	57,2	11 455	42,8	26 751

Source : MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION. Statistiques de l'Éducation. Préscolaire, Primaire, Secondaire, Edition de septembre 1987, Québec, 112 p.

Tableau 3.3 Représentation féminine au sein des conseils d'administration des collèges du Québec, tableau comparatif, 1983 et janvier 1987

Collèges[1]	1983			Janvier 1987			Croissance du taux de féminité 1983-87
	Femmes N	%	Total N	Femmes N	%	Total N	%
Abitibi-Témiscamingue	4	23,5	17	1	7,7	13	(67,2)
Ahuntsic	2	11,8	17	0	0,0	16	(100,0)
Alma	7	41,2	17	10	62,5	16	51,7
André-Laurendeau	3	17,6	17	5	31,3	16	77,8
Baie-Comeau[2]	4	23,5	17	5	31,3	16	33,2
Bois-de-Boulogne	7	41,2	17	3	18,8	16	(54,4)
Champlain	4	23,5	17	5	29,4	17	25,1
Chicoutimi	2	11,8	17	6	35,3	17	199,2
Dawson	4	23,5	17	5	29,4	17	25,1
Drummondville	5	29,4	17	5	29,4	17	0,0
Édouard-Montpetit	4	23,5	17	1	5,9	17	(74,9)
François-Xavier Garneau	4	23,5	17	7	43,8	16	86,4
Gaspésie et des Îles	3	17,7	17	3	17,7	17	0,0
Granby	2	11,8	17	5	29,4	17	149,2
John Abbott	6	35,3	17	5	29,4	17	(16,7)
Joliette de Lanaudière	4	23,5	17	4	23,5	17	0,0
Jonquière	5	29,4	17	2	11,8	17	(59,9)
La Pocatière	3	17,7	17	4	23,5	17	32,8
Lévis-Lauzon	3	17,7	17	1	5,9	17	(66,7)
Limoilou	4	23,5	17	4	25,0	16	6,4
Lionel-Groulx	6	35,3	17	4	23,5	17	(33,4)
Maisonneuve	5	29,4	17	7	41,2	17	40,1
Matane	3	17,7	17	3	17,7	17	0,0
Montmorency	5	29,4	17	3	17,7	17	(39,8)
Outaouais	5	29,4	17	3	18,8	16	(36,1)

Tableau 3.3 Représentation féminine au sein des conseils d'administration des collèges du Québec, tableau comparatif, 1983 et janvier 1987 (suite et fin)

Collèges	1983			Janvier 1987			Croissance du taux de féminité 1983-87 %
	Femmes N	%	Total N	Femmes N	%	Total N	
Région de l'Amiante	7	41,2	17	3	18,8	16	(54,4)
Rimouski	2	11,8	17	2	11,8	17	0,0
Rivière-du-Loup	2	11,8	17	3	17,6	17	49,2
Rosemont	10	58,8	17	6	35,3	17	(40,0)
St-Félicien	6	35,3	17	2	12,5	16	(64,6)
St-Hyacinthe	7	41,2	17	4	23,5	17	(43,0)
St-Jean-sur-Richelieu	4	23,5	17	2	12,5	16	(46,8)
St-Jérôme	5	29,4	17	5	29,4	17	0,0
St-Laurent	3	17,7	17	4	23,5	17	32,8
Ste-Foy	3	17,7	17	4	25,0	16	41,2
Sept-Îles	4	23,5	17	4	23,5	17	0,0
Shawinigan	5	29,4	17	5	29,4	17	0,0
Sherbrooke	2	11,8	17	3	18,8	16	59,3
Sorel	6	35,3	17	5	29,4	17	(16,7)
Trois-Rivières	1	5,9	17	4	23,5	17	298,3
Valleyfield	3	18,8	17	3	17,7	17	(5,9)
Vanier	6	35,3	17	6	35,3	17	0,0
Victoriaville	4	23,5	17	6	35,3	17	50,2
Vieux-Montréal	4	23,5	17	3	18,8	16	(20,0)
Total	188	25,1	748	175	24,0	730	(4,4)

1. Ces données n'ont qu'une valeur indicative puisqu'il peut survenir des élections à divers moments dans les conseils d'administration des collèges.

2. Avant 1985-86, ce collège portait le nom de CEGEP de Hauterive.

Sources : 1983 - Sylvie PAQUEROT. Femmes et pouvoir, CSF, Québec, 1983, p. 86-87.
1987 - Chiffres fournis par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science (enseignement collégial), janvier 1987.

Tableau 3.4 Représentation féminine au sein du personnel cadre dans les collèges du Québec selon les régions administratives scolaires[1], tableau comparatif, 1983 et 1986

Régions administratives scolaires	1983			1986			Croissance du taux de féminité 1983-86 %
	Femmes N	%	Total N	Femmes N	%	Total N	
Bas St-Laurent-Gaspésie	1	2,4	42	4	7,8	51	225,0
Saguenay-Lac St-Jean	3	6,1	49	2	4,0	50	(34,4)
Québec	6	6,0	100	8	8,3	96	38,3
Trois-Rivières	2	3,8	53	2	4,0	50	5,3
Cantons de l'Est	0	0,0	20	2	6,3	32	- -
Nord de Montréal	6	10,5	57	5	9,6	52	(8,6)
Sud de Montréal	6	7,4	81	6	7,8	77	5,4
Île de Montréal	21	13,5	156	35	19,8	177	46,7
Outaouais	3	13,0	23	0	0,0	18	(100,0)
Nord-Ouest	0	0,0	11	1	7,7	13	- -
Côte-Nord	1	5,3	19	0	0,0	19	(100,0)
Total	49	8,0	611	65	10,2	635	27,5

1. Comprend le personnel à temps plein et à temps partiel.

- - N'ayant pas lieu de figurer.

Sources : 1983 - Sylvie PAQUEROT. Femmes et pouvoir, CSF, Québec, 1983, p. 86-87.
1986 - Chiffres fournis par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science.

Tableau 3.5 Représentation féminine au sein du personnel[1] des collèges du Québec selon la catégorie d'emploi, tableau comparatif, 1982-83 et 1985-86

Catégories	1982-83			1985-86			Croissance du taux de féminité
	Femmes N	%	Total N	Femmes N	%	Total N	%
Cadres	40	8,1	496	53	10,1	525	24,7
Gérance	30	16,1	186	46	21,0	219	30,4
Professionnel-les	186	26,2	711	158	25,9	611	(1,1)
Enseignant-es	3 218	32,7	9 837	2 739	31,4	8 717	(4,0)
Technicien-nes	406	37,1	1 095	410	37,4	1 097	0,8
Assistant-es technicien-nes	54	20,6	262	45	20,3	222	(1,5)
Personnel de bureau	1 491	81,6	1 828	1 332	81,4	1 636	(0,2)
Ouvriers, ouvrières	3	0,9	324	-	0,0	273	(100,0)
Entretien et services	104	13,5	769	77	11,6	661	(14,1)
Total	5 531	35,7	15 508	4 861	34,8	13 961	(2,5)

1. Comprend le personnel comptabilisé sous la forme d'équivalent temps plein.

Sources : 1982-83 - MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA SCIENCE. Le personnel des CEGEPS en 1982-83, volume 9, numéro 5, 30 avril 1984, Québec, 70 p.
1985-86 - MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA SCIENCE. Le personnel des CEGEPS en 1985-86, volume 12, numéro 2, mars 1987, Québec, 84 p.

Tableau 3.6 Représentation féminine au sein du personnel enseignant[1] des constituantes de l'Université du Québec, tableau comparatif, 1980 et 1985-86

Constituantes	1980			1985-86			Croissance du taux de féminité 1980/1985-86 %
	Femmes N	%	Total N	Femmes N	%	Total N	
UQAC	17	9,6	177	20	13,2	152	37,5
UQAM	150	22,9	655	155	23,0	673	0,4
UQTR	40	13,3	301	32	14,3	224	7,5
UQAR	31	22,0	141	28	24,3	115	10,5
UQAH	20	25,3	79	17	20,7	82	(18,2)
INRS	4	5,3	75	7	9,3	75	75,5
ENAP	2	8,7	23	8	14,3	56	64,4
IAF	6	18,8	32	8	19,5	41	3,7
TELUQ	-	-	-	8	40,0	20	-
ETS	0	0,0	18	0	0,0	25	0,0
UQAT	-	-	-	13	22,0	59	-
Total	270	18,0	1 501	296	19,4	1 522	7,8

1. Le personnel enseignant est calculé sur la base d'"équivalent à temps complet" et exclut les chargé-es de cours.

Sources : 1980 - Sylvie PAQUEROT. Femmes et pouvoir, CSF, Québec, 1983, p. 88.
1985-1986 - Chiffres fournis par Lorraine Ouellet de la Conférence des recteurs et des principaux des Universités du Québec, janvier 1987.

Tableau 3.7 Représentation féminine au sein du personnel cadre des diverses constituantes de l'Université du Québec, tableau comparatif, 1982-83 et 1985-86

Constituantes	1982-83			1985-86			Croissance du taux de féminité 1982-83/ 1985-86
	Femmes N	%	Total N	Femmes N	%	Total N	%
UQAC	0	0,0	18	5	10,0	50	- -
UQAM	14	15,7	89	23	18,5	124	17,8
UQTR	0	0,0	47	6	7,3	82	- -
UQAR	2	7,1	28	9	32,1	28	352,1
UQAH	2	10,5	19	9	45,0	20	328,6
INRS	1	4,8	21	0	0,0	6	(100,0)
ENAP	1	10,0	10	non disponible			-
IAF	7	22,6	31	non disponible			-
TELUQ	-	-	-	0	0,0	3	-
ETS	0	0,0	8	0	0,0	7	0,0
UQAT	-	-	-	0	0,0	2	-
Total	27	10,0	271	52	16,1	322	61,0

- - N'ayant pas lieu de figurer.

Sources : 1982-83 - Sylvie PAQUEROT. Femmes et pouvoir, CSF, Québec, 1983, p. 88.
1985-86 - Chiffres fournis par Lorraine Ouellet de la Conférence des recteurs et des principaux des Universités du Québec, janvier 1987.

Tableau 3.8 Représentation féminine au sein du personnel enseignant et du personnel cadre dans les institutions universitaires du Québec, tableau comparatif, 1981 et janvier 1987

Institutions universitaires	Personnel enseignant 1981			Personnel enseignant Janvier 1987			Croissance du taux de féminité 1981-87	Personnel cadre 1981			Personnel cadre Janvier 1987			Croissance du taux de féminité 1981-87
	Femmes N	%	Total N	Femmes N	%	Total N	%	Femmes N	%	Total N	Femmes N	%	Total N	%
Laval														
Titulaires	20	4,0	502	29	5,3	549	32,5							
Agrégé-es	66	13,4	492	95	18,1	526	35,1							
Adjoint-es	non disponible			36	20,2	178	-							
Ass. de cours	non disponible			15	38,5	39	-							
								Cadres supérieurs						
Total	86	8,7	994	175	13,5	1 292	55,2	4	10,3	39	4	11,1	36	7,8
Hautes Études Commerciales														
Titulaires	non disponible			0	0,0	24	-							
Agrégé-es	non disponible			9	11,4	79	-							
Adjoint-es	non disponible			7	38,9	18	-							
Ass. de cours	non disponible			10	33,3	30	-							
Invité-es	non disponible			0	0,0	1	-							
								Cadres supérieurs						
								1	8,3	12	23	46,9	49	465,1
								Cadres non académiques						
								19	43,2	44	4	30,8	13	(28,7)
Total	16	11,9	135	26	17,1	152	43,7	20	35,7	56	27	43,5	62	21,8
								Cadres supérieurs						
Sherbrooke - TOTAL	56	9,4	594	58	11,1	522	18,1	0	0,0	63	3	5,7	53	- -
Université de Montréal														
Titulaires	non disponible			66	10,1	655	-							
Agrégé-es	non disponible			131	22,5	583	-							
Adjoint-es	non disponible			77	41,2	187	-							
Ass. de cours	non disponible			10	47,6	21	-							
								Direction						
Total	288	19,5	1 477	284	19,6	1 446	0,5	5	9,6	52	Non disponible			-

Tableau 3.8 Représentation féminine au sein du personnel enseignant et du personnel cadre dans les institutions universitaires du Québec, tableau comparatif, 1981 et janvier 1987 (suite et fin)

Institutions universitaires	Personnel enseignant 1981 Femmes N	%	Total N	Janvier 1987 Femmes N	%	Total N	Croissance du taux de féminité 1981-87 %	Personnel cadre 1981 Femmes N	%	Total N	Janvier 1987 Femmes N	%	Total N	Croissance du taux de féminité 1981-87 %
								Direction						
Polytechnique - Total	non disponible			48	10,8	444	-	0	0,0	11	1	16,7	6	- -
								Administration						
Concordia														
Temps plein	non disponible			256	14,9	1 713	-							
Temps partiel				363	30,9	1 173	-							
Total	125	16,9	739	619	21,4	2 886	26,6	0	0,0	28	Non disponible			-
								"Executives"						
McGill - Total	27	7,7	350	non disponible			-	4	16,7	24	Non disponible			-
Total	598	13,9	4 289	1 270	17,9	6 742	28,8	33	12,1	273	35	22,3	157	84,3

- - N'ayant pas lieu de figurer.

Sources : 1981 - Sylvie PAQUEROT. Femmes et pouvoir, CSF, Québec, 1983, p. 89.
1987 - Données recueillies auprès des institutions par téléphone, janvier 1987.

Tableau 4.1 Représentation féminine au sein de différentes catégories d'emploi à la Caisse de dépôt et placement du Québec et à la Banque Nationale du Canada, février 1987

Institutions financières	Femmes N	%	Total N
Caisse de dépôt et placement du Québec			
Conseil d'administration	0	0,0	12
Cadres	0	0,0	28
Gestion professionnelle	27	30,3	89
Personnel de soutien technique	76	85,4	89
Total	103	47,2	218
Banque Nationale du Canada			
Conseil d'administration	2	5,9	34
Cadres 1) senior - grade (65 et +)	17	3,9	434
2) grade 50 à 64	1 508	42,7	3 531
Auxiliaires (personnel de bureau, etc.)	6 026	96,2	6 262
Employé-es manuel-les	9	9,1	99
Total	7 562	73,0	10 360

Sources : Données recueillies auprès des institutions financières par téléphone, février 1987.

Tableau 4.2 Répartition des employé-es au sein du Mouvement des Caisses populaires Desjardins du Québec, selon le sexe et la catégorie d'emploi, mai 1985

Catégories	Hommes		Femmes		Total
	N	%	N	%	N
Direction*	1 748	75,5	567	24,5	2 315
Technicien-nes professionnel-les	630	34,9	1 174	65,1	1 804
Bureau ou connexe	642	5,0	12 101	95,0	12 743
Autres	34	58,6	24	41,4	58
Total	3 054	18,0	13 866	82,0	16 920

* Comprend les postes de directrices ou gérantes et les postes d'adjointes.

Source : Statistiques recueillies auprès du Mouvement Desjardins.

Tableau 4.3 Répartition des postes de dirigeant-es pour l'ensemble des Caisses populaires du Québec, selon le sexe, juin 1985

Catégories	Hommes		Femmes		Total
	N	%	N	%	N
Président-es	1 301	94,2	80	5,8	1 381
Directeur-trices	1 159	83,8	224	16,2	1 383
Conseil d'administration	6 580	86,9	988	13,1	7 568
Commission de crédit	3 860	92,2	325	7,8	4 185
Conseil de surveillance	3 252	79,8	835	20,2	4 077
Total	16 152	86,9	2 442	13,1	18 594

Source : Statistiques recueillies auprès du Mouvement Desjardins.

Tableau 4.4 Répartition des postes de dirigeant-es des 11 Fédérations régionales Desjardins, selon le sexe, juin 1985

Catégories	Hommes		Femmes		Total
	N	%	N	%	N
Président-es	11	100,0	0	0,0	11
Directeur-trices	11	100,0	0	0,0	11
Conseil d'administration	121	94,5	7	5,5	128
Commission de crédit	35	94,6	2	5,4	37
Conseil de surveillance	27	81,8	6	18,2	33
Total	205	93,2	15	6,8	220

Source : Statistiques recueillies auprès du Mouvement Desjardins.

Tableau 4.5 Répartition des postes de dirigeant-es des institutions* Desjardins, selon le sexe, juin 1985

Catégories	Hommes		Femmes		Total
	N	%	N	%	N
Président-es	7	100,0	0	0,0	7
Directeur-trices	15	93,8	1	6,2	16
Conseil d'administration	196	96,6	7	3,4	203
Total	218	96,5	8	3,5	226

* Par institutions, nous entendons les quatre institutions membres de la Confédération et les neuf corporations spécialisées rattachées à la Confédération.

Source : Statistiques recueillies auprès du Mouvement Desjardins.

Tableau 5.1-A Activité selon le sexe, Québec, 1986

Sexe	Population active		Population inactive	Taux d'activité	Taux de chômage
	Total '000	%	'000	%	%
Hommes	1 877	58,3	631	74,8	10,6
Femmes	1 344	41,7	1 310	50,6	11,6
Total	3 221	100,0	1 941	62,4	11,0

Tableau 5.1-B Activité selon le sexe, Canada, 1986

Sexe	Population active		Population inactive	Taux d'activité	Taux de chômage
	Total '000	%	'000	%	%
Hommes	7 347	57,0	2 229	76,7	9,4
Femmes	5 523	43,0	4 495	55,1	9,9
Total	12 870	100,0	6 724	65,7	9,6

Source : STATISTIQUE CANADA. La population active, moyennes annuelles 1986, décembre 1986, catalogue 71-001, tableaux 63, 64, 88 et 103.

Tableau 5.2 Emploi au sein de la catégorie direction et professions libérales, selon le sexe, Canada, 1985

Catégories	Hommes		Femmes		Total	
	'000	%	'000	%	'000	%
Direction et administration	876	67,7	417	32,3	1 293	100,0
Sciences naturelles, génie et mathématiques	344	84,1	65	15,9	409	100,0
Sciences sociales	85	44,5	106	55,5	191	100,0
Enseignement	193	40,0	289	60,0	482	100,0
Médecine et santé	126	22,0	446	78,0	572	100,0
Activités artistiques, littéraires et récréatives	110	59,1	76	40,9	186	100,0
Total	1 734	55,3	1 399	44,7	3 133	100,0

Source : STATISTIQUE CANADA. La population active : l'évolution professionnelle des femmes au Canada, 1976 à 1985, octobre 1986, catalogue 71-001, tableau 7A, p. 110.

Tableau 5.3-A Emploi à temps plein et à temps partiel selon le sexe, Québec, 1986

Sexe/ Type d'emploi	Temps plein		Temps partiel		Total	
	'000	%	'000	%	'000	%
Hommes	1 554	63,1	124	30,7	1 678	58,5
Femmes	907	36,9	281	69,6	1 188	41,4
Total	2 461	100,0	404	100,0	2 866	100,0

Tableau 5.3-B Emploi à temps plein et à temps partiel selon le sexe, Canada, 1986

Sexe/ Type d'emploi	Temps plein		Temps partiel		Total	
	'000	%	'000	%	'000	%
Hommes	6 137	62,5	520	28,7	6 657	57,2
Femmes	3 688	37,5	1 290	71,3	4 978	42,8
Total	9 824	100,0	1 810	100,0	11 634	100,0

Source : STATISTIQUE CANADA. La population active, moyennes annuelles 1986, décembre 1986, catalogue 71-001, tableau 80, p. 114.

Tableau 5.4 Emploi à temps plein et à temps partiel pour trois catégories de professions selon le sexe, Canada, 1985

Catégories	Hommes		Femmes		Total	
	'000	%	'000	%	'000	%
Temps plein						
Direction et professions libérales	1 695	60,0	1 130	40,0	2 825	100,0
Travail administratif	353	23,2	1 167	76,8	1 520	100,0
Services	539	50,9	519	49,1	1 058	100,0
Temps partiel						
Direction et professions libérales	68	19,8	276	80,2	344	100,0
Travail administratif	38	9,7	354	90,3	392	100,0
Services	144	28,7	357	71,3	501	100,0
Total	2 837	42,7	3 803	57,3	6 640	100,0

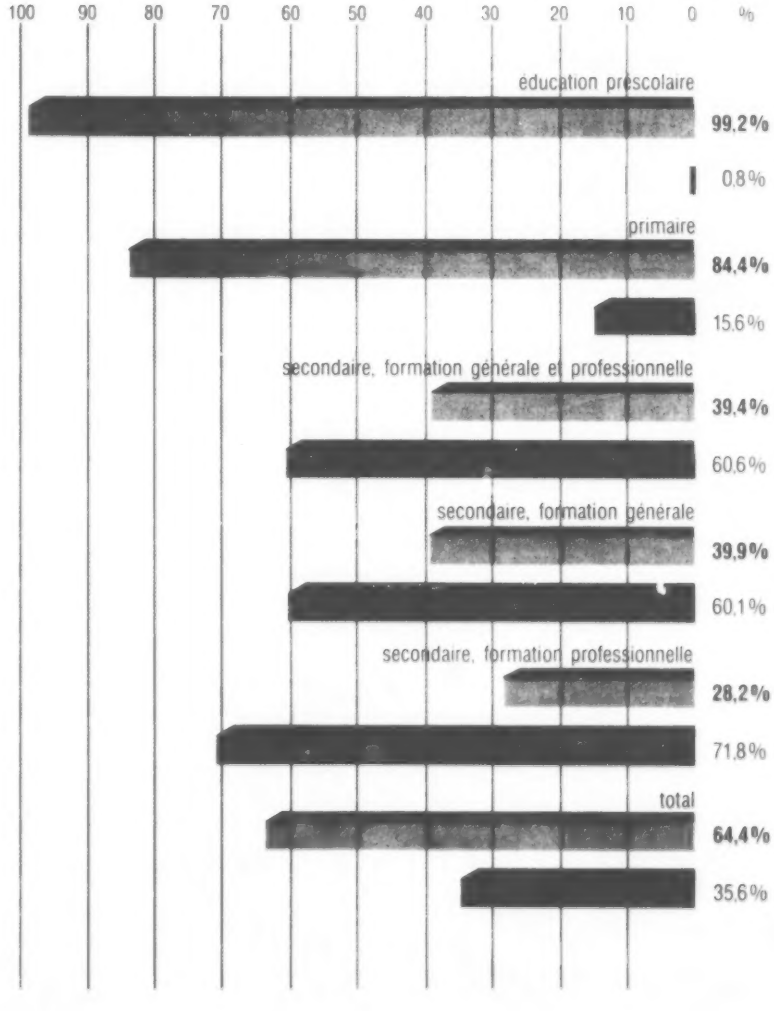
Source : STATISTIQUE CANADA. La population active : l'évolution professionnelle des femmes au Canada, 1976 à 1985, catalogue 71-001, octobre 1986, tableau 9, p. 114.

Annexe II

Graphiques

Graphique 1

RÉPARTITION DU PERSONNEL ENSEIGNANT DES COMMISSIONS SCOLAIRES SELON L'ORDRE D'ENSEIGNEMENT, LE SECTEUR D'ENSEIGNEMENT ET LE SEXE. QUÉBEC, 1985-1986

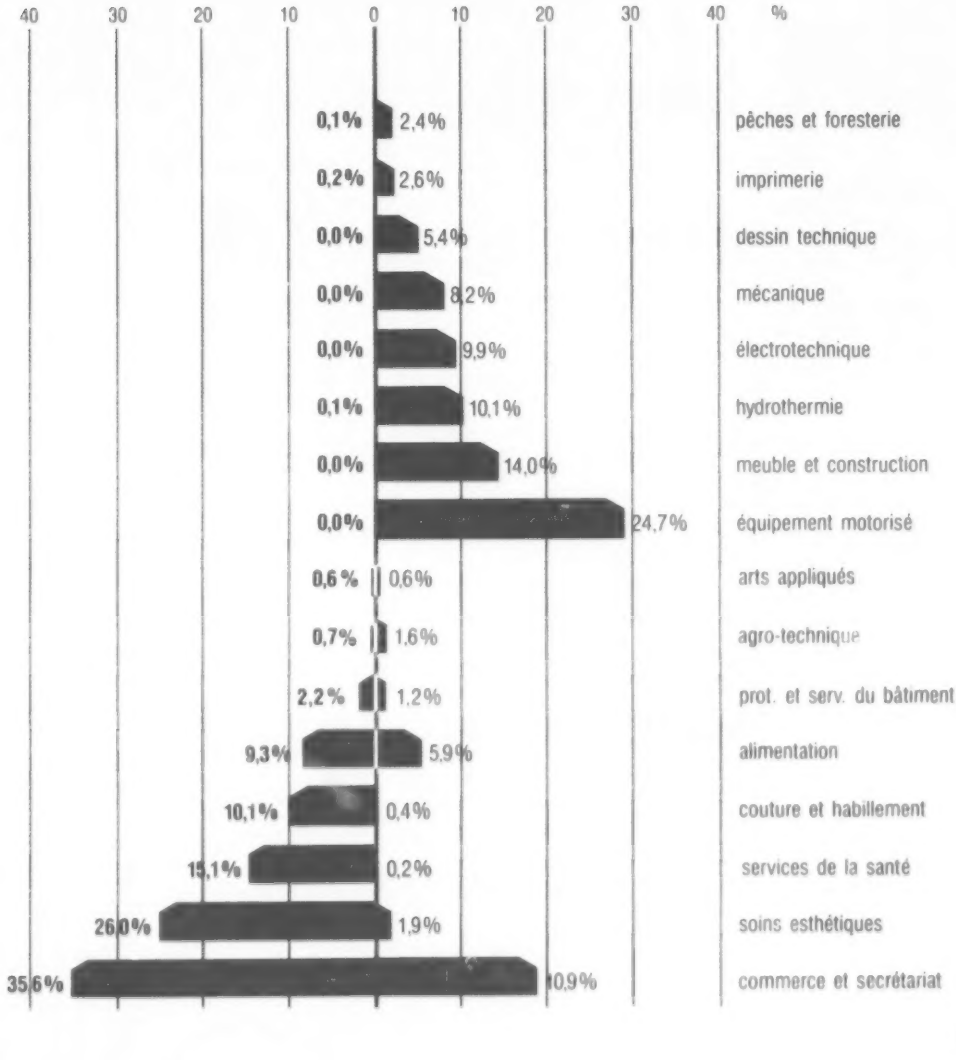


Globalement, les femmes constituent la majorité du corps enseignant. Toutefois, cette présence varie selon le niveau d'enseignement : elle diminue au fur et à mesure que l'on progresse de l'éducation préscolaire au secondaire.

Source : MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION. Portrait statistique du personnel des commissions scolaires, Québec, 1987.

Graphique 2

RÉPARTITION DU PERSONNEL ENSEIGNANT DES COMMISSIONS SCOLAIRES EN FORMATION PROFESSIONNELLE AU SECONDAIRE SELON LE CHAMP D'ENSEIGNEMENT ET LE SEXE. QUÉBEC, 1985-1986.

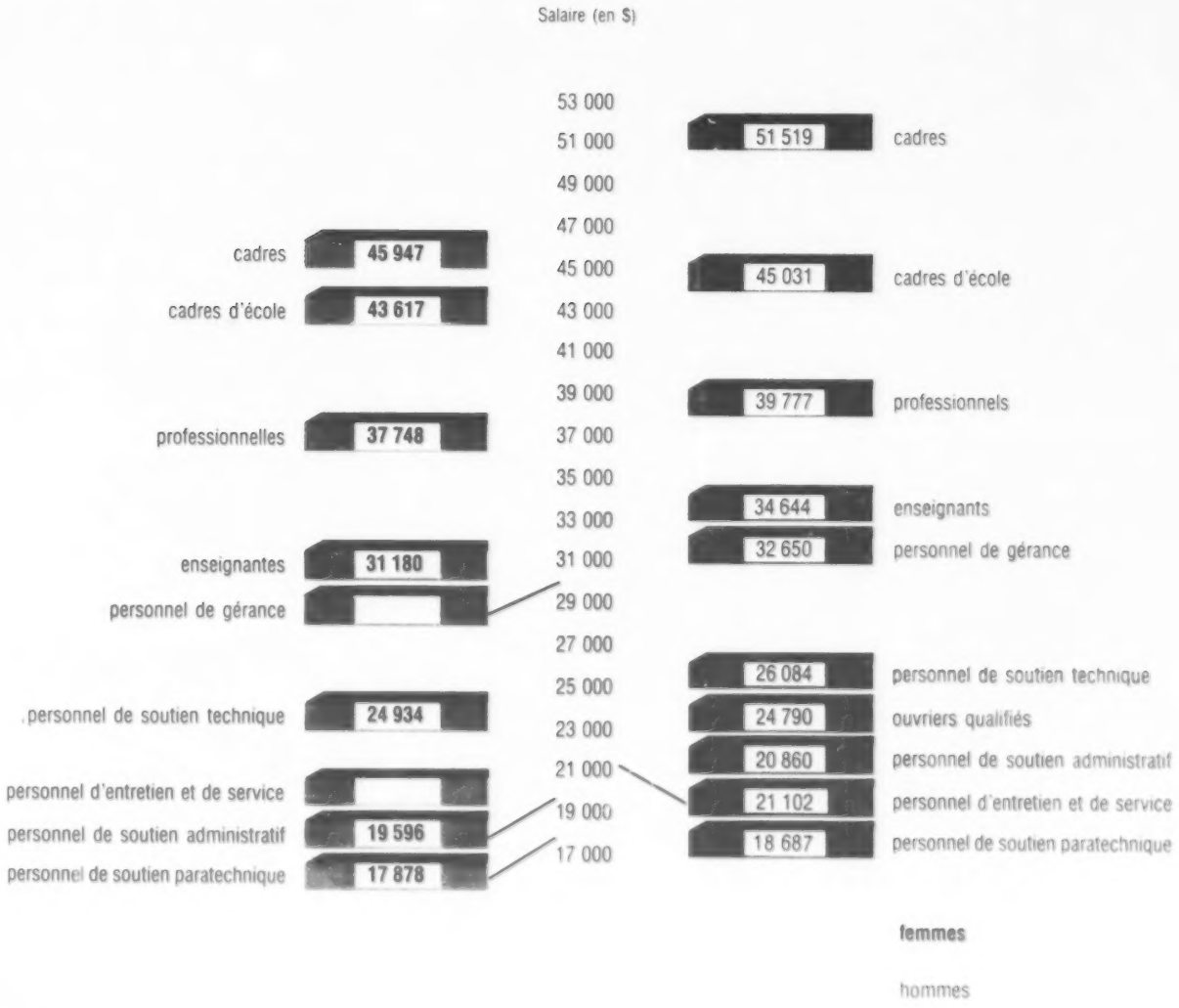


Peu nombreux sont les champs d'enseignement qui regroupent de façon significative du personnel enseignant des deux sexes, le programme Commerce et secrétariat étant le plus mixte de tous les champs d'enseignement.

Source : MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION. Portrait statistique du personnel des commissions scolaires, Québec, 1987.

Graphique 3

SALAIRE MOYEN DU PERSONNEL DES COMMISSIONS SCOLAIRES SELON LA CATÉGORIE D'EMPLOI ET LE SEXE. QUÉBEC, 1985-1986.

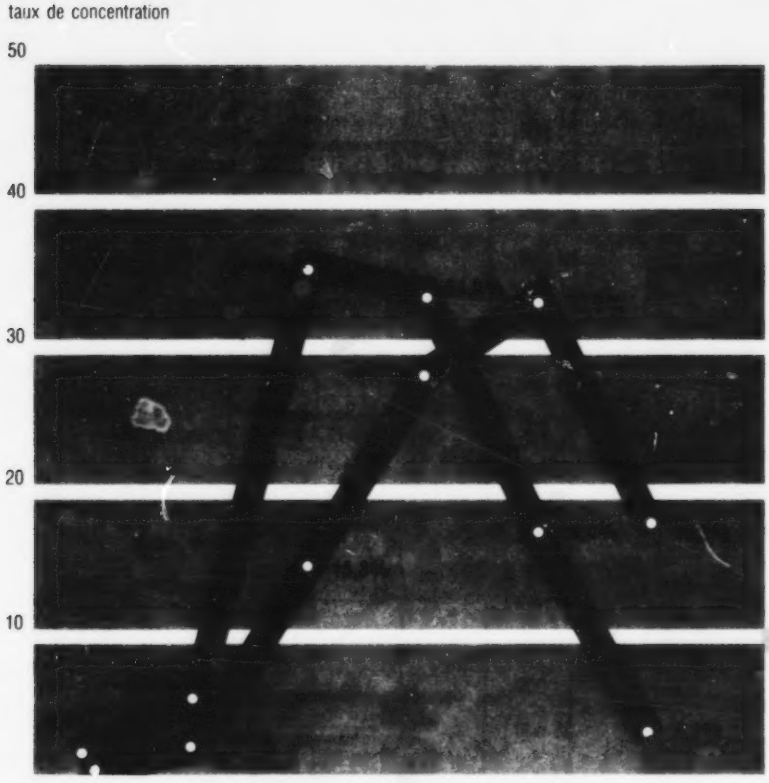


Peu importe la catégorie d'emploi, les femmes ont un salaire moyen inférieur à celui des hommes. L'écart salarial croît généralement au fur et à mesure qu'on monte dans la pyramide des emplois : au niveau des cadres, il se situe à plus de 5 500 $ comparativement à moins de 1 000 $ pour le personnel de soutien paratechnique.

Source : MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION. Portrait statistique du personnel des commissions scolaires, Québec, 1987.

Graphique 4

RÉPARTITION DU PERSONNEL ENSEIGNANT DES COMMISSIONS SCOLAIRES SELON LA TRANCHE DE SALAIRE ET LE SEXE. QUÉBEC, 1985-1986.

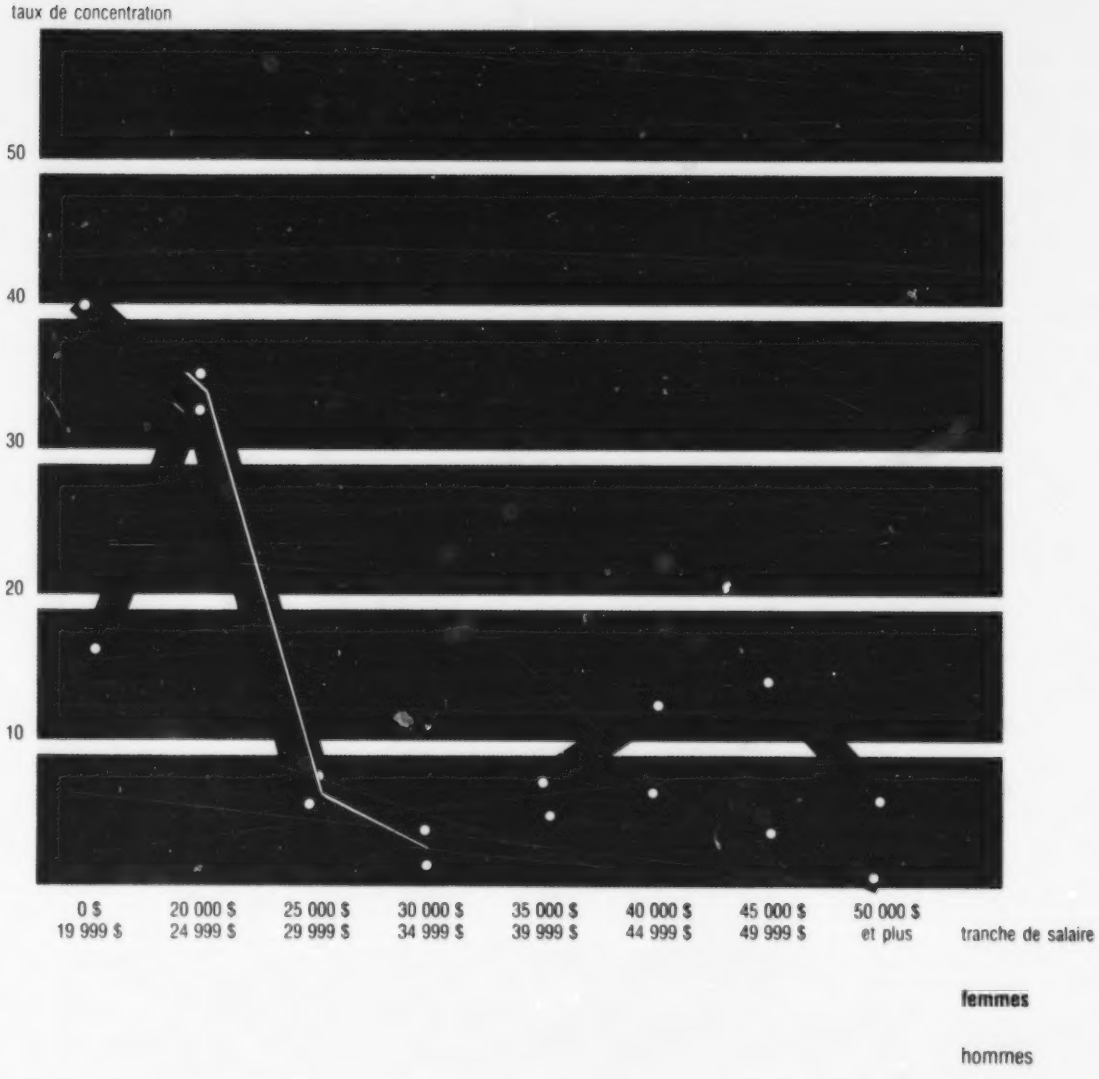


La courbe salariale des enseignantes mise en parallèle avec celle des enseignants montre clairement un écart de salaire au désavantage des premières: seulement 22 p. 100 d'entre elles obtiennent un salaire annuel supérieur à 35 000 $ comparativement à 52 p. 100 chez les enseignants.

Source : MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION. Portrait statistique du personnel des commissions scolaires, Québec, 1987.

Graphique 5

RÉPARTITION DU PERSONNEL NON ENSEIGNANT DES COMMISSIONS SCOLAIRES SELON LA TRANCHE DE SALAIRE ET LE SEXE. QUÉBEC, 1985-1986.

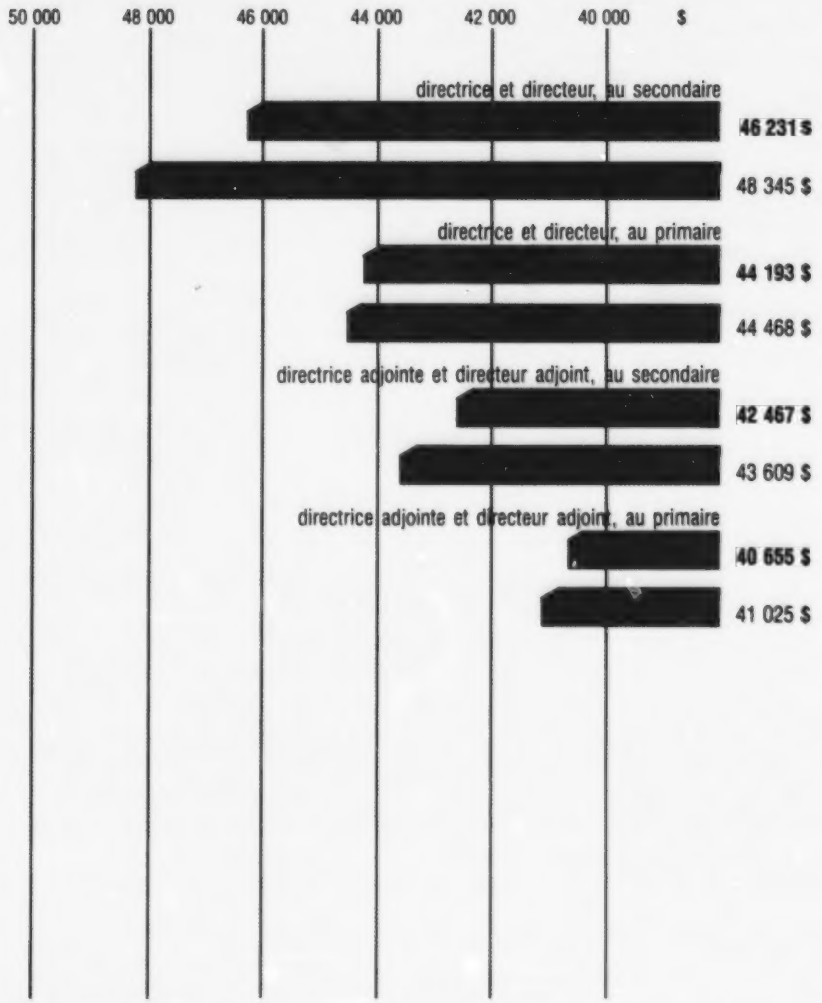


La courbe salariale des femmes membres du personnel non enseignant met en relief le fait que près de la moitié d'entre elles gagnent moins de 20 000 $ annuellement comparativement à seulement 15 p. 100 chez les hommes.

Source : MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION. Portrait statistique du personnel des commissions scolaires, Québec, 1987.

Graphique 6

SALAIRE MOYEN DU PERSONNEL CADRE DES ÉCOLES SELON L'ORDRE D'ENSEIGNEMENT, LE TITRE D'EMPLOI ET LE SEXE. QUÉBEC, 1984-1985.



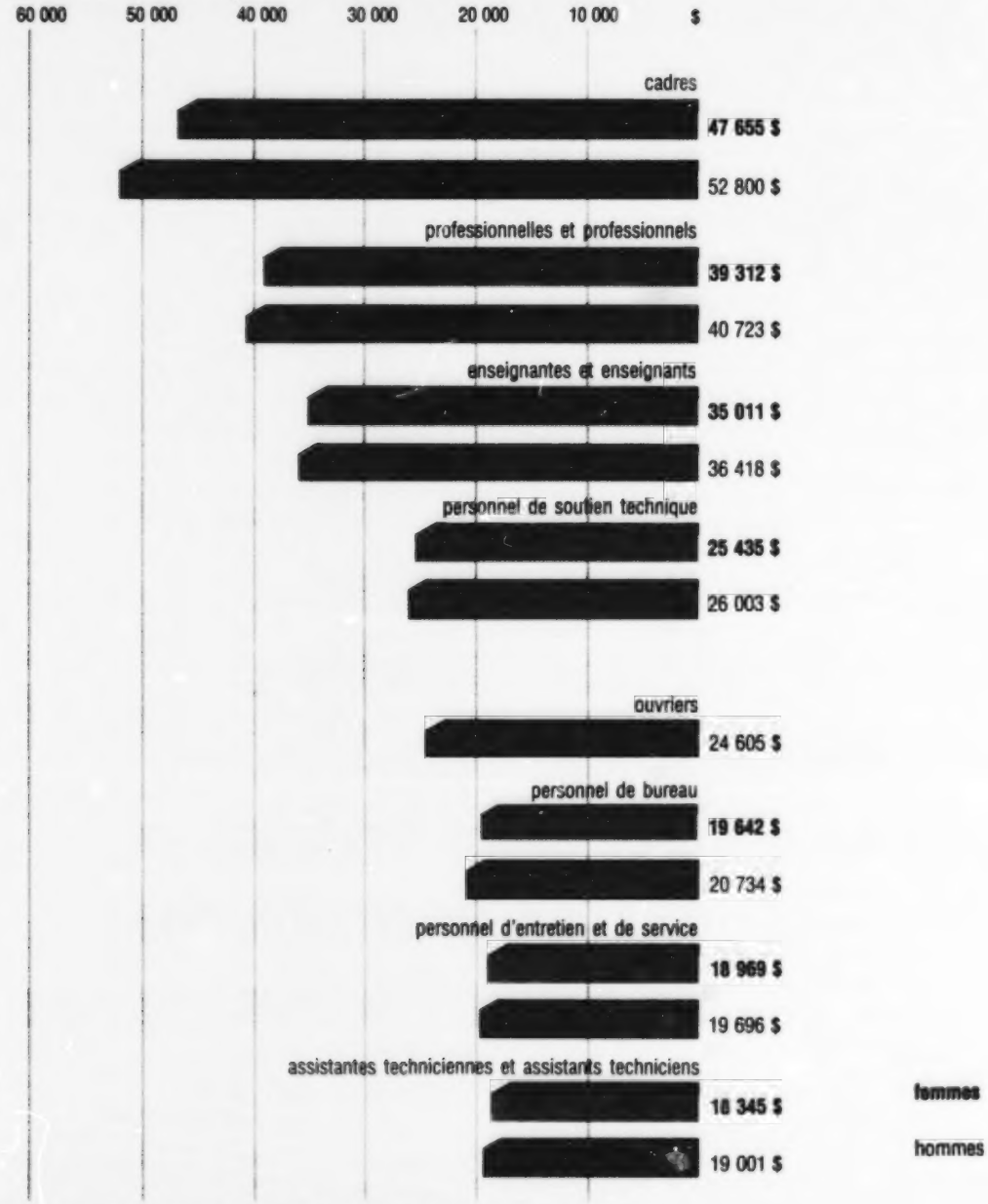
Pour un même titre d'emploi du même ordre d'enseignement, les hommes touchent un salaire moyen annuel supérieur à celui des femmes.

Source: Ministère de l'Éducation du Québec, **Système sur le personnel des commissions scolaires PERCOS**, Direction de la gestion des données, Québec, 1986.

Source : MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION. Portrait statistique du personnel des commissions scolaires, Québec, 1987.

Graphique 7

SALAIRE MOYEN DU PERSONNEL À TEMPS PLEIN DANS LES CÉGEPS SELON LA CATÉGORIE D'EMPLOI ET LE SEXE (QUÉBEC, 1985-1986)

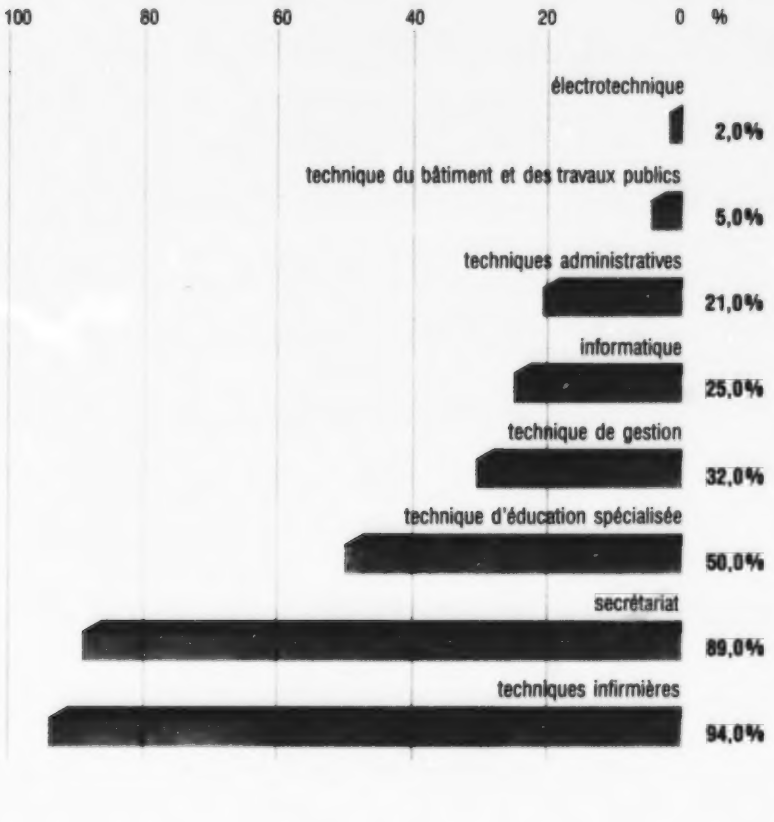


Quelle que soit la catégorie d'emploi, le salaire des femmes est moins élevé que celui des hommes. Plus on monte dans l'échelle des emplois, plus l'écart salarial est important, exception faite de la catégorie personnel de soutien technique où l'écart est moindre.

Source : MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA SCIENCE. Portrait statistique du personnel des cégeps et des universités, Québec, 1987.

Graphique 8

POURCENTAGE DES FEMMES PARMI LE PERSONNEL ENSEIGNANT DES CÉGEPS RATTACHÉ AUX PRINCIPALES SPÉCIALITÉS DE FORMATION PROFESSIONNELLE (QUÉBEC, 1985-1986)

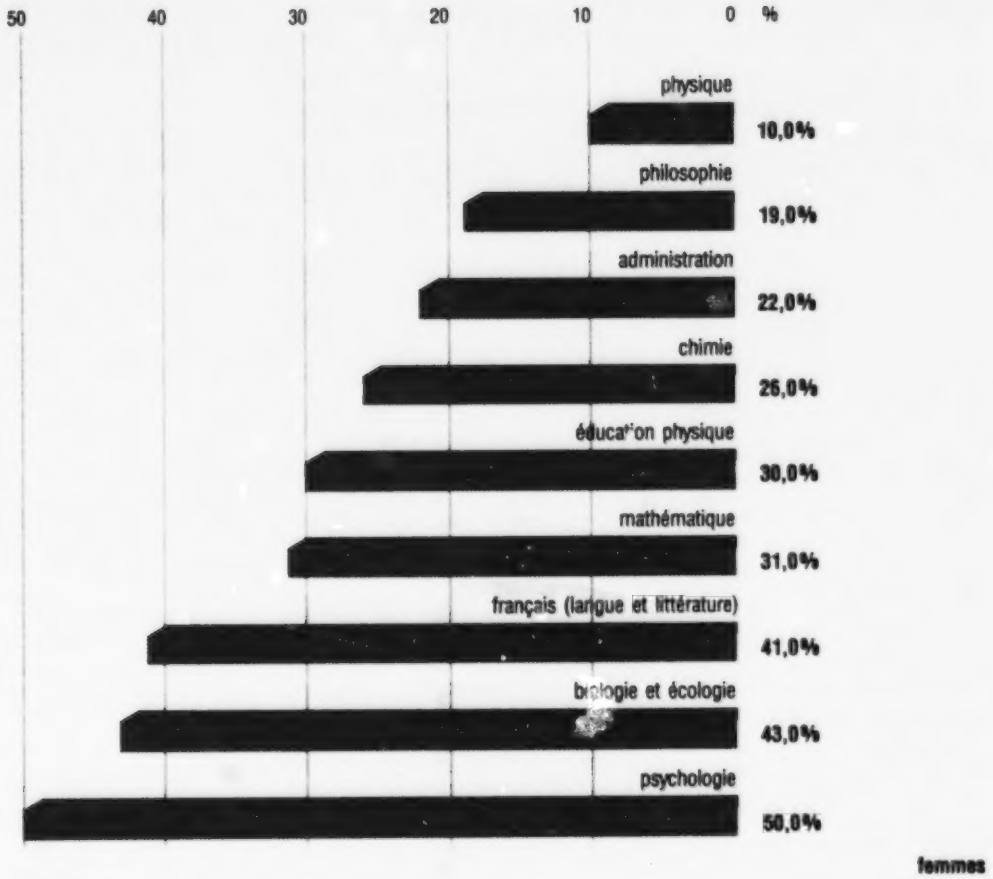


Parmi les disciplines de formation professionnelle qui recrutent le plus grand nombre de professeurs des deux sexes, on trouve très peu de femmes (2 p. 100 en électrotechnique, par exemple) alors qu'à l'opposé, les femmes forment la presque totalité du personnel enseignant dans certaines techniques, telles que les techniques infirmières.

Source : MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA SCIENCE. Portrait statistique du personnel des cégeps et des universités, Québec, 1987.

Graphique 9

POURCENTAGE DES FEMMES PARMI LE PERSONNEL ENSEIGNANT DANS LES CÉGEPS RATTACHÉ AUX PRINCIPALES DISCIPLINES DE FORMATION GÉNÉRALE (QUÉBEC, 1985-1986)

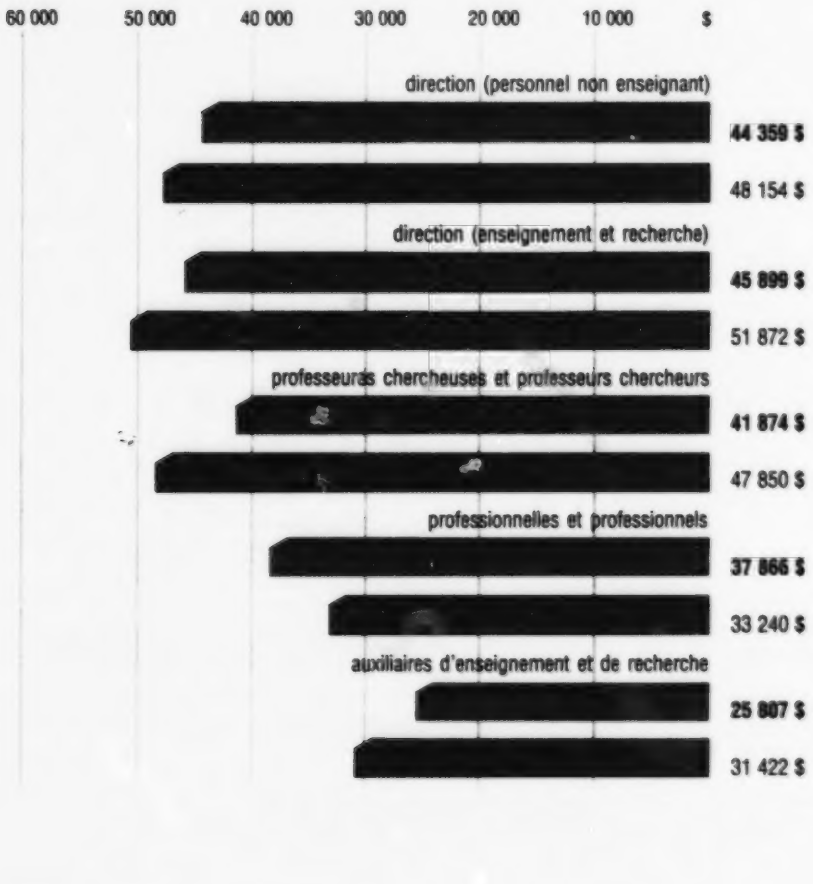


Parmi les disciplines de formation générale qui recrutent le plus grand nombre de professeurs des deux sexes, la psychologie est la seule matière enseignée par un nombre égal d'hommes et de femmes. On constate que les femmes sont minoritaires dans toutes les autres disciplines, avec seulement 10 p. 100 en physique.

Source : MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA SCIENCE. Portrait statistique du personnel des cégeps et des universités, Québec, 1987.

Graphique 10

SALAIRE MOYEN DU PERSONNEL D'ENCADREMENT, PROFESSIONNEL ET ENSEIGNANT DES UNIVERSITÉS SELON LA CATÉGORIE D'EMPLOI ET LE SEXE (QUÉBEC, 1982-1983)

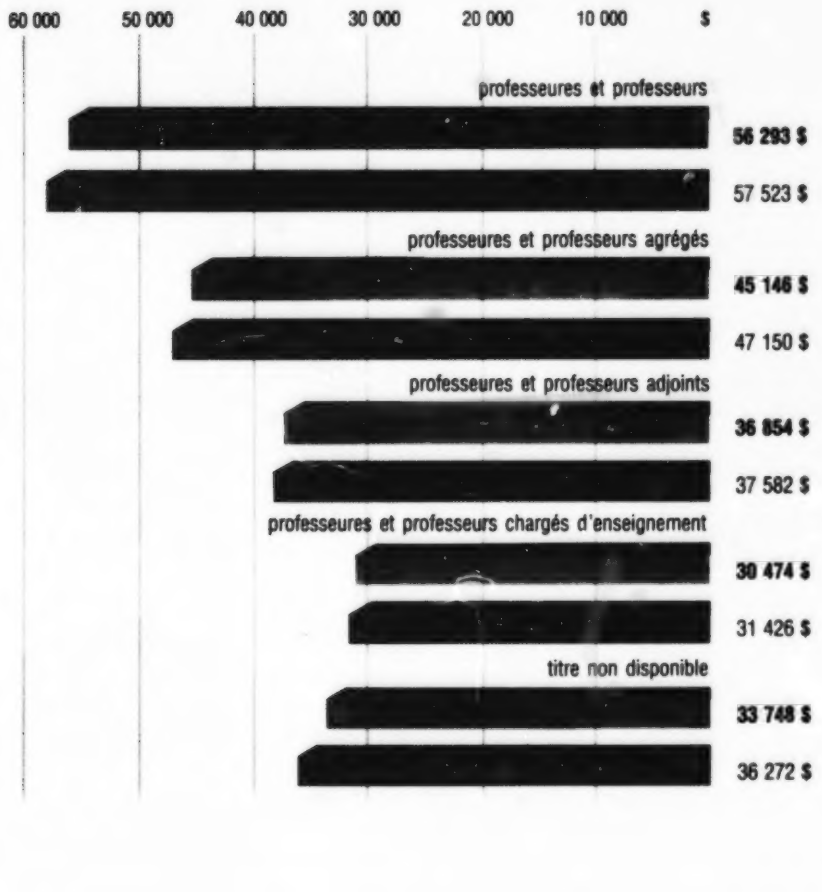


À l'exception du personnel professionnel où les femmes sont d'ailleurs plus nombreuses que les hommes, de façon générale, elles gagnent moins que leurs confrères. La moyenne des salaires des femmes se situe (en 1982-1983) aux environs de 39 000 $, celui des hommes est supérieur à 46 000 $.

Source : MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA SCIENCE. Portrait statistique du personnel des cégeps et des universités, Québec, 1987.

Graphique 11

SALAIRE MOYEN DU PERSONNEL ENSEIGNANT À TEMPS PLEIN SELON LE TITRE ET LE SEXE (QUÉBEC, 1982-1983)

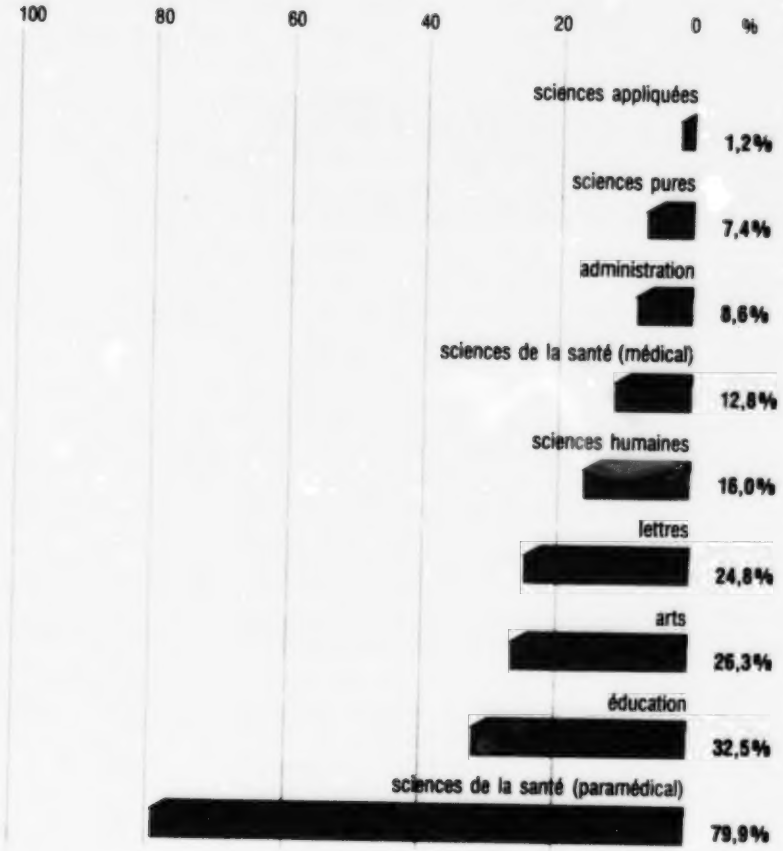


Quel que soit le titre, les femmes qui enseignent dans les universités gagnent moins que leurs collègues masculins, la moyenne des salaires pour les femmes est de 42 000 $, alors que celles des hommes est de 48 000 $.

Source : MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA SCIENCE. Portrait statistique du personnel des cégeps et des universités, Québec, 1987.

Graphique 12

POURCENTAGE DE FEMMES PARMI LE PERSONNEL ENSEIGNANT DES UNIVERSITÉS SELON LA FAMILLE DE DISCIPLINES (QUÉBEC, 1980-1981)



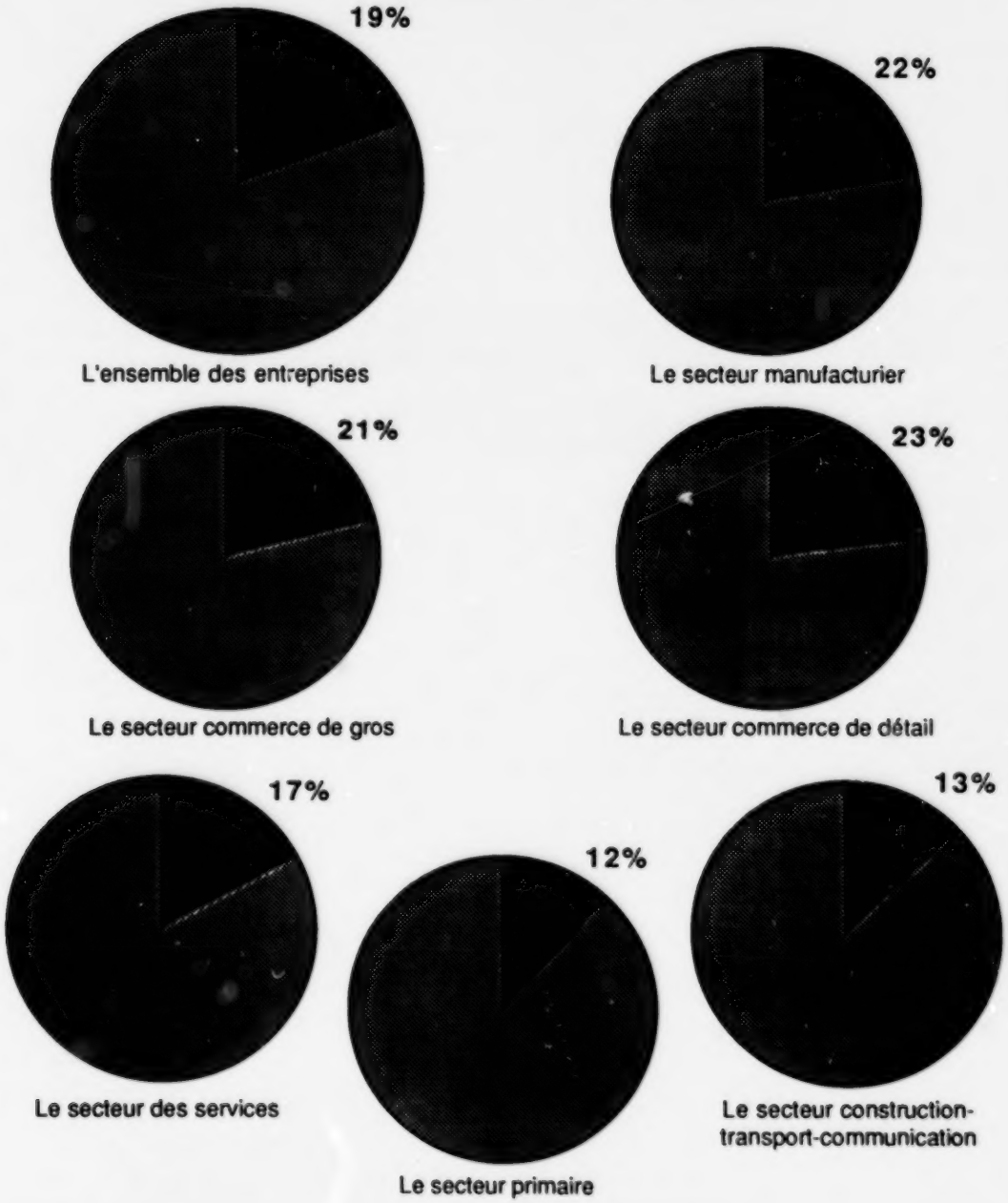
Alors que les sciences appliquées et les sciences pures de même que l'administration sont des fiefs masculins, les sciences de la santé (paramédical) sont majoritairement occupées par les femmes.

Source : MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA SCIENCE. Portrait statistique du personnel des cégeps et des universités, Québec, 1987.

Graphique 13

Les entreprises au Québec

Proportion des entreprises où une femme est propriétaire-dirigeante sur l'ensemble des entreprises

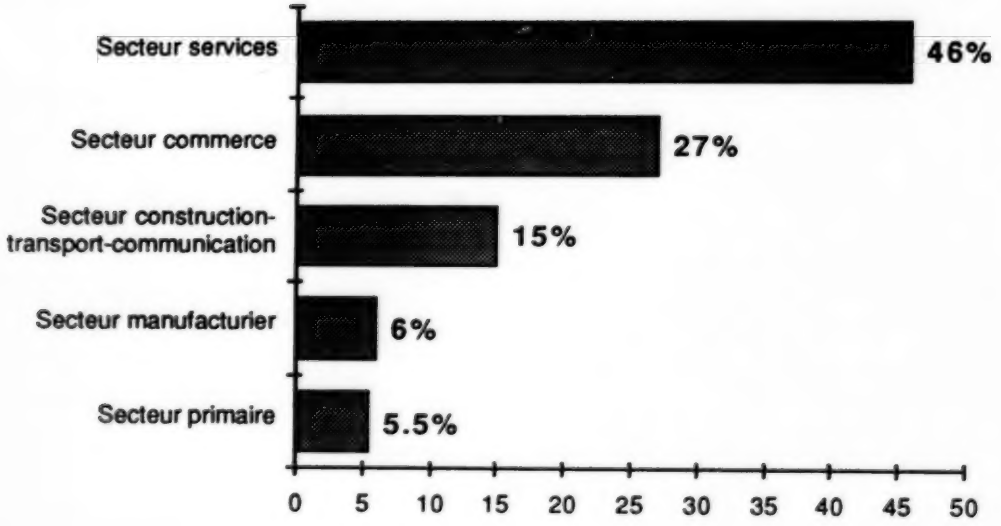


Source : MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Les entreprises au Québec, Description statistique comparative, décembre 1986, p. 8.

Graphique 14

Les entreprises au Québec

Selon le secteur d'activité économique

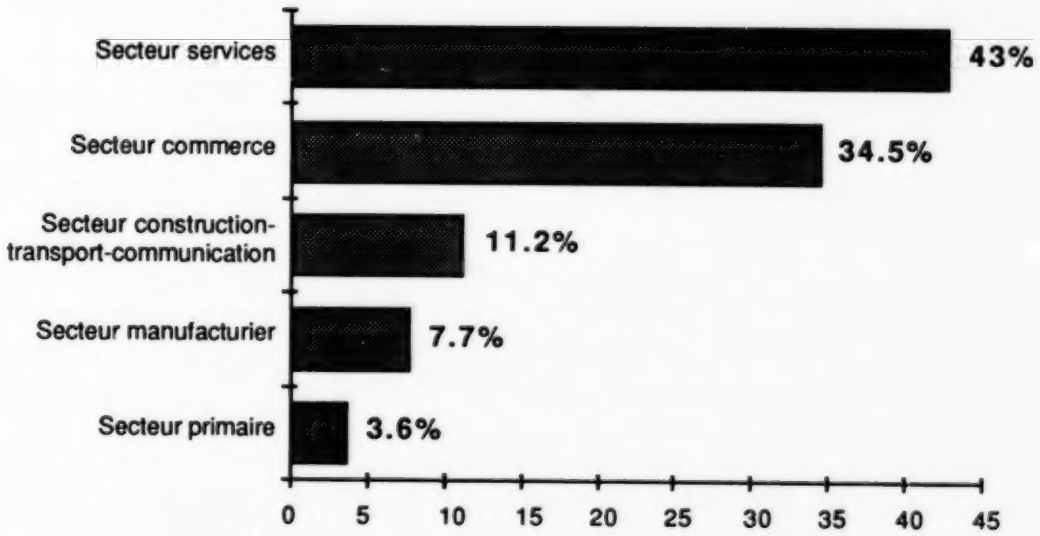


Source : MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Les entreprises au Québec, Description statistique comparative, décembre 1986, p. 6.

Graphique 15

Les entreprises au Québec

Où une femme est propriétaire-dirigeante Selon le secteur d'activité économique

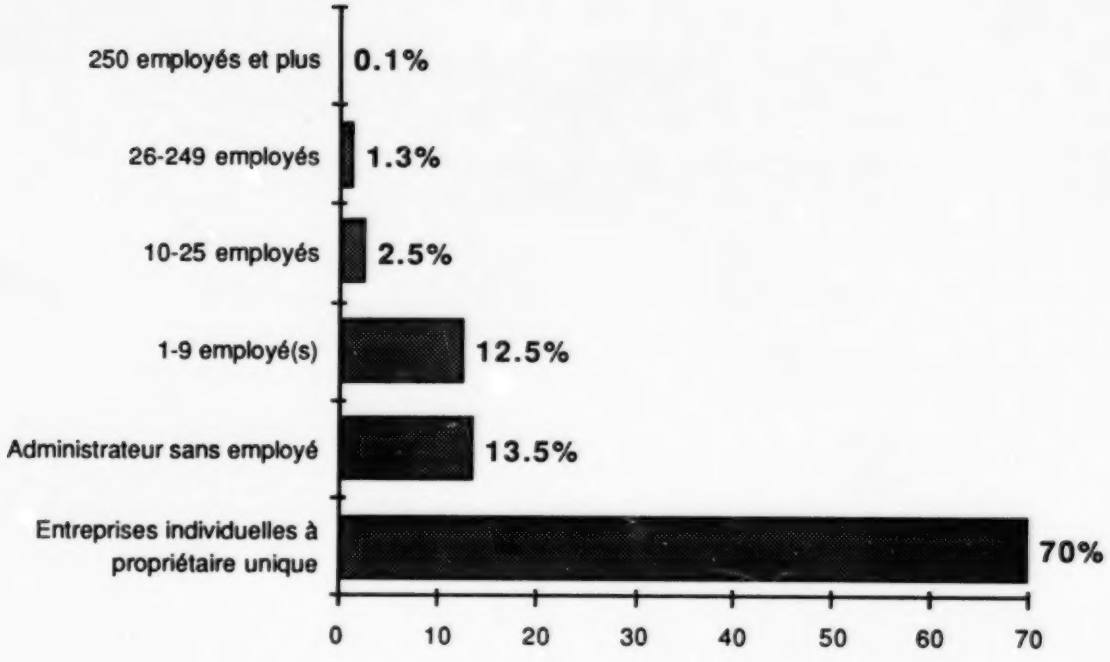


Source : MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Les entreprises au Québec, Description statistique comparative, décembre 1986, p. 7.

Graphique 16

Les entreprises au Québec

Répartition des entreprises par catégories de taille

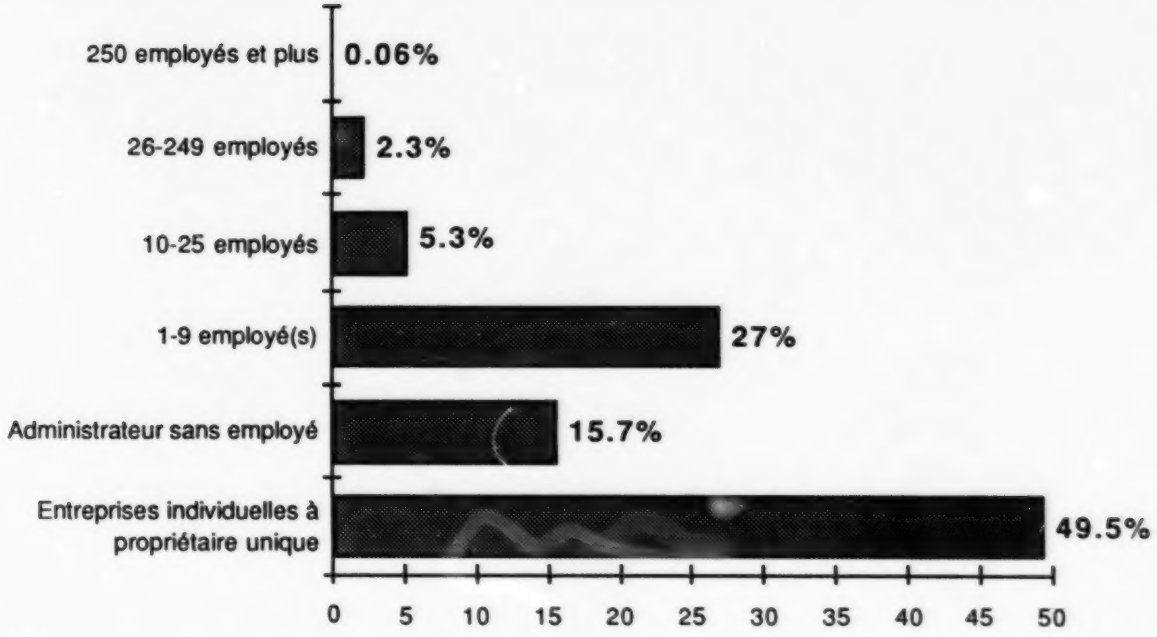


Source : MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Les entreprises au Québec, Description statistique comparative, décembre 1986, p. 21.

Graphique 17

Les entreprises au Québec

Répartition des entreprises où une femme est propriétaire-dirigeante par catégories de taille

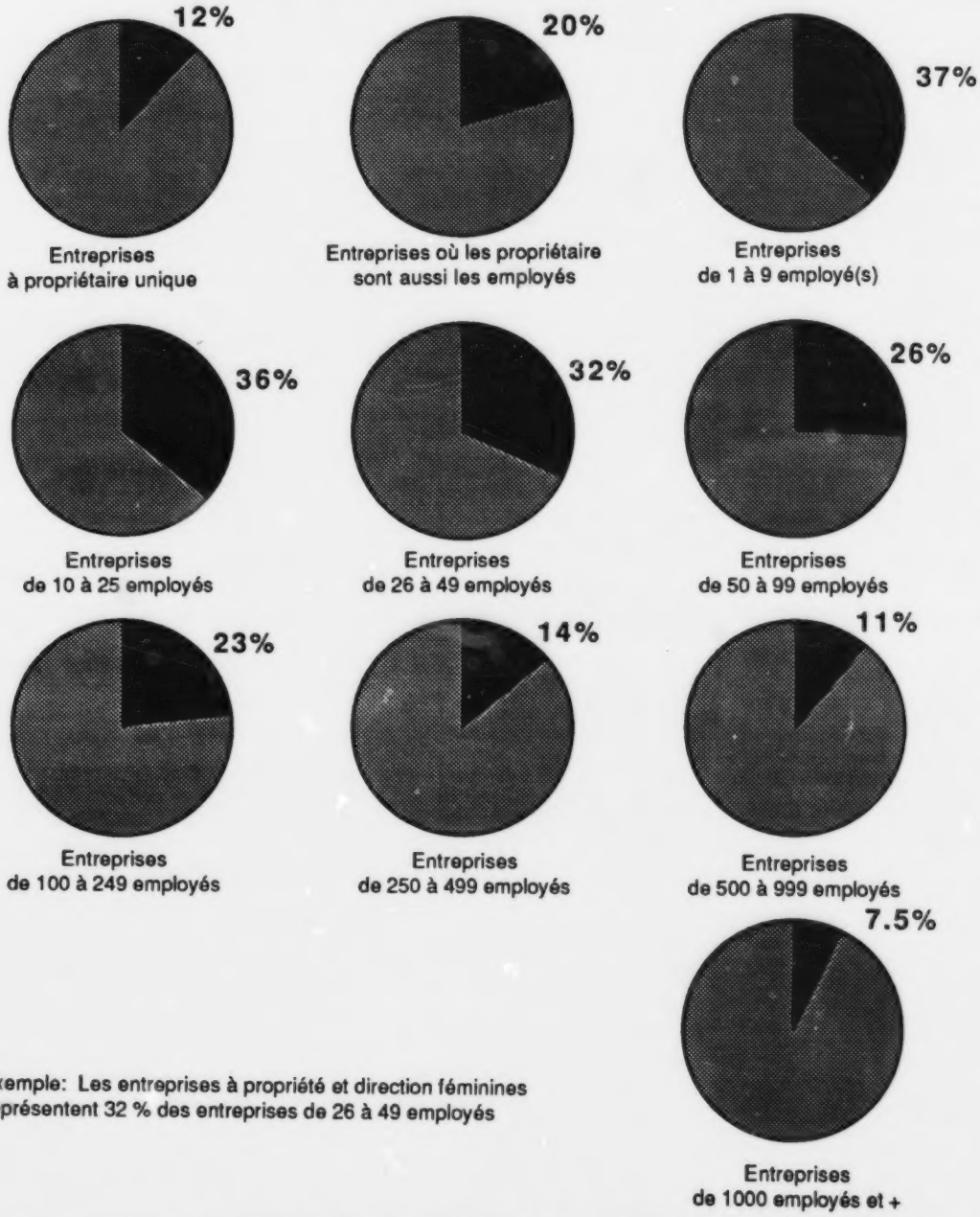


Source : MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Les entreprises au Québec, Description statistique comparative, décembre 1986, p. 22.

Graphique 18

Les entreprises au Québec

Proportion des entreprises*du Québec où une femme est propriétaire-dirigeante sur l'ensemble des entreprises, par catégories de taille



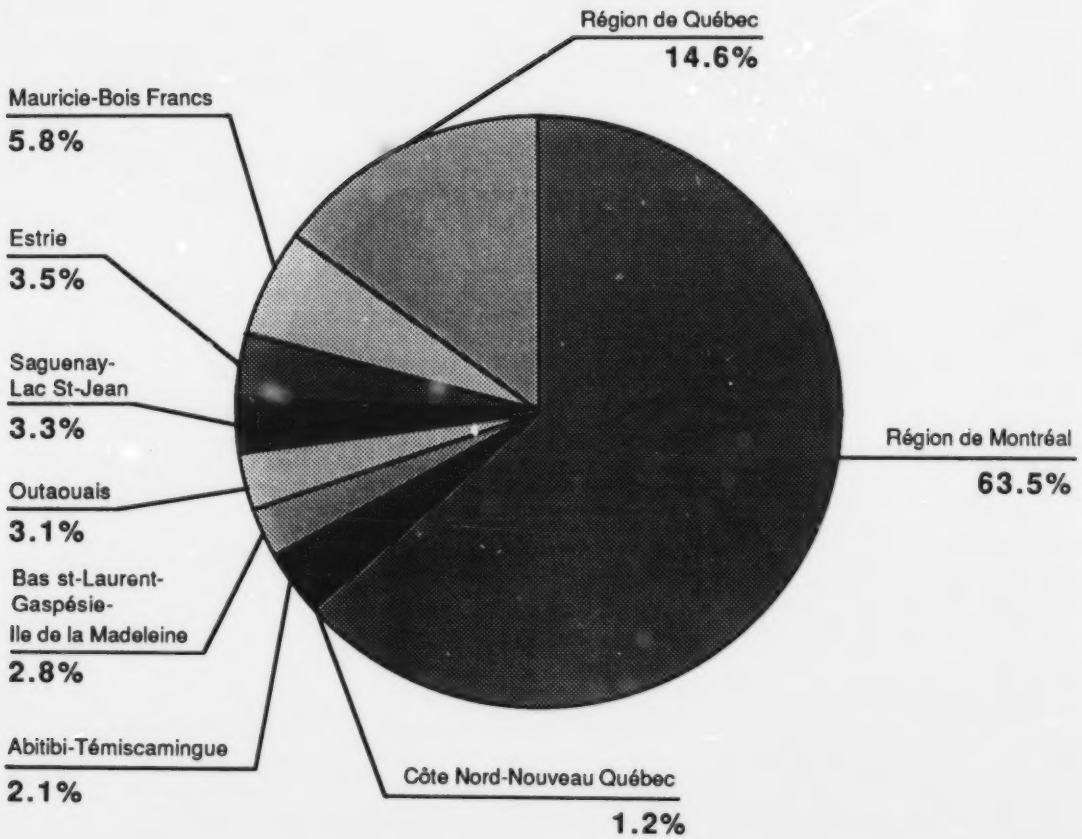
* Exemple: Les entreprises à propriété et direction féminines représentent 32 % des entreprises de 26 à 49 employés

Source : MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Les entreprises au Québec, Description statistique comparative, décembre 1986, p. 23.

Graphique 19

Les entreprises au Québec

Répartition régionale des entreprises

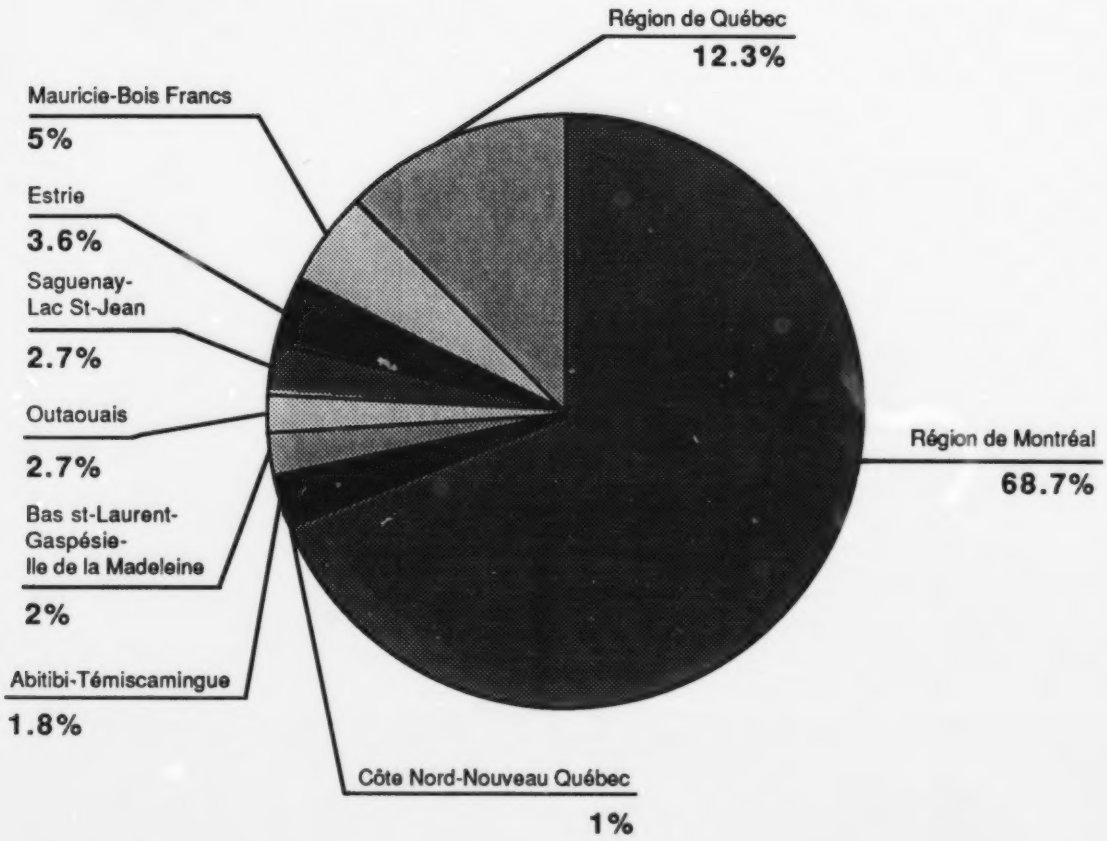


Source : MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Les entreprises au Québec, Description statistique comparative, décembre 1986, p. 24.

Graphique 20

Les entreprises au Québec

Répartition régionale des entreprises où une femme est propriétaire-dirigeante

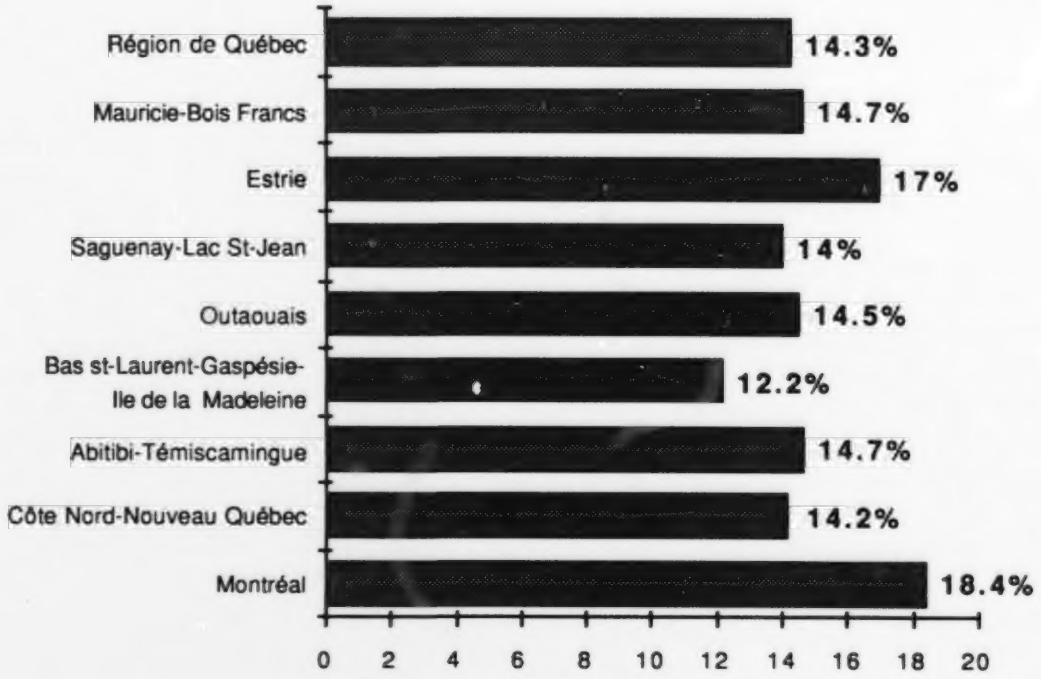


Source : MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Les entreprises au Québec, Description statistique comparative, décembre 1986, p. 25.

Graphique 21

Les entreprises au Québec

Proportion des entreprises* où une femme est propriétaire-dirigeante sur l'ensemble des entreprises de la région



* Les entreprises où une femme est propriétaire-dirigeante représentant 18.4% des entreprises de la région de Montréal

Source : MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Les entreprises au Québec, Description statistique comparative, décembre 1986, p. 26.

Le thème du pouvoir suscite de nombreux débats au sein des mouvements de femmes. Certaines entités se sont dotées d'instruments permettant de favoriser l'accès des femmes au pouvoir.

La place des femmes dans les postes de pouvoir a-t-elle vraiment évolué? Dans quels secteurs les femmes ont-elles effectué les percées les plus significatives? Comment mesurer l'impact occasionné par les femmes ayant réussi à accéder à des postes décisionnels?

À la lumière de sources statistiques récentes, les auteures de cet ouvrage situent la progression des femmes dans les différentes structures du pouvoir au cours des cinq dernières années, qu'il s'agisse des secteurs politique, public ou privé.

Au fil de ce bilan, on découvre notamment la croissance d'un entrepreneuriat féminin, qui est l'indice significatif de l'émergence d'un leadership économique chez les femmes et une voie d'infiltration des femmes à tous les niveaux où le pouvoir s'exerce.

Gouvernement du Québec
Conseil du statut de la femme

9 782551 084197

Imprimé au Québec, Canada